

**LES RELATIONS ETATS-UNIS/COREE DU NORD :
POINT DE SITUATION ET PERSPECTIVES**

par Barthélémy COURMONT

Chercheur à l'IRIS

**Note de consultance réalisée pour le compte
de la Délégation aux Affaires Stratégiques
selon la procédure du marché public passé selon une procédure adaptée n° 2004/021**

Figurant dans l'« axe du mal » du président américain George W. Bush, la Corée du Nord est le seul Etat officiellement considéré comme un ennemi par Washington, et qui se considère lui-même comme adversaire des Etats-Unis, à avoir bénéficié d'un traitement diplomatique du différend qui l'oppose à la première puissance mondiale, sur fond de chantage nucléaire. La volonté du régime nord-coréen de se procurer des armes de destruction massive, notamment des bombes nucléaires pouvant équiper des missiles balistiques, n'est pas dissimulée, Pyongyang estimant que les armes nucléaires offrent au régime la meilleure garantie de sa survie, face aux adversaires tels que Washington. Par ailleurs, cette volonté s'est accompagnée d'un certain nombre d'éléments qui, depuis plusieurs décennies, ont permis de mettre à jour l'existence d'un programme nucléaire, parallèlement à la fabrication de missiles balistiques¹.

¹ La chronologie des programmes nucléaires nord-coréens jusqu'en 2001 est la suivante :

- Début des années 1960: construction d'un centre de recherches nucléaires à Yongbyon, au nord de Pyongyang.
- 1965: assemblage d'un réacteur nucléaire de recherche « IRT-2M » de fabrication soviétique.
- Milieu des années 1970: assemblage d'un second réacteur.
- 1985: les Etats-Unis annoncent avoir les preuves que la Corée du Nord assemble secrètement un réacteur nucléaire près de Yongbyon.
- 1985: la Corée du Nord signe le traité de non prolifération nucléaire, mais refuse de signer les accords sur la sécurité nucléaire avec l'AIEA.
- Janvier 1992: cédant à la pression internationale Pyongyang signe finalement les accords sur la sécurité nucléaire.
- Février 1993: la Corée du Nord rejette une demande d'inspection de deux sites soupçonnés d'abriter du combustible nucléaire, formulée par l'AIEA.
- Mai 1993: la Corée du Nord teste un missile à capacité nucléaire d'une portée de 1.000 kilomètres.
- Juin 1993: la Corée du Nord abandonne ses menaces de retrait du traité de non prolifération nucléaire.
- Décembre 1993: Pyongyang accepte d'avoir des conversations avec l'AIEA.
- Juillet 1994: mort du dictateur nord-coréen Kim Il-Sung conduisant à l'annulation d'un sommet prévu avec le président sud-coréen Kim Young-Sam.
- Octobre 1994: la Corée du Nord et les Etats-Unis signent un accord prévoyant le gel du programme militaire nucléaire nord-coréen en échange de la livraison de deux réacteurs civils.
- Janvier 1995: Washington assouplit ses sanctions économiques.
- Avril 1997: les Etats-Unis annoncent pour la première fois que dès 1994 la Corée du Nord avait produit suffisamment de plutonium pour fabriquer « *au moins un engin nucléaire* ».
- Novembre 1999: la Corée du Sud estime que le Nord a suffisamment de plutonium pour assembler 10 petites bombes nucléaires.
- Décembre 1999: un accord est signé entre les deux Corée et un consortium international mené par les Etats-Unis, portant sur la construction de deux réacteurs nucléaires à eau légère « sécurisés » en Corée du Nord.
- Juillet 2000: la Corée du Nord menace de relancer son programme de développement nucléaire pour protester contre ce qu'elle considère comme des retards dans la construction des deux réacteurs à eau légère.
- Avril 2001: l'AIEA estime que la Corée du Nord « *a probablement une ou deux bombes nucléaires* », mais rappelle qu'elle n'a pas pu faire d'inspection sur place depuis 1994.

Cependant, la Corée du Nord n'a jamais procédé à des essais. Or, en matière d'armes nucléaires, il y a beaucoup de chemin à parcourir de la théorie à la pratique. Pour une puissance technologique émergente comme la Corée du Nord, performante dans le domaine balistique (comme le prouvent les exportations, même illicites, de missiles nord-coréens), mais qui doit encore faire ses preuves dans le domaine nucléaire, les tests grandeur nature sont indispensables. Ils permettent de valider l'architecture intérieure de l'arme et les explosifs classiques qui déclenchent la réaction en chaîne. Ils permettent également de rendre l'arsenal avéré, et utilisable, et par conséquent de faire du pays une puissance nucléaire qui, à défaut d'être reconnue par le Traité de non prolifération (TNP), est réelle. Par ailleurs, les services de renseignements s'interrogent : combien de kilos de plutonium ont déjà été produits à Yongbyon ?² Selon des sources soviétiques déclassifiées après la chute de l'Union soviétique, le premier engin nucléaire nord-coréen aurait été produit sur le site de Yongbyon au mois de juin 1994³. Les estimations les plus alarmistes, effectuées au milieu des années 1990 par les instituts de recherche américains conservateurs et dont la fonction essentielle était de mettre en cause la politique de rapprochement alors suivie par l'administration Clinton, affirmaient que la Corée du Nord disposait des moyens de produire à court terme « *plusieurs armes nucléaires par an* »⁴. Le projet de réacteur de 50 mégawatts de Yongbyon, d'une capacité de production de 40 à 60 kilos de plutonium par an, aurait ainsi permis à la Corée du Nord de produire « *six bombes de la taille de la bombe d'Hiroshima par an* »⁵.

La Corée du Nord a également été soupçonnée, sans que des preuves aient pu être recueillies, de disposer d'installations souterraines camouflées. Ainsi, en 1996, les Etats-Unis ont « découvert » le site souterrain de Kumchangri, à une quarantaine de kilomètres de celui de Yongbyon, sans que les inspections de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), finalement autorisées en 1999 puis en 2000, aient donné le moindre résultat tant en

² Principal site nucléaire nord-coréen, Yongbyon est au centre d'une confrontation diplomatique avec les Etats-Unis. Le régime a affirmé y avoir retraité 8.000 barres de combustible irradié pouvant produire suffisamment de plutonium pour fabriquer six bombes atomiques.

³ KGB report to Central Committee, 10 mars 1992, in *Izvestiya*, 24 juin 1994.

⁴ Pour cette citation et la suivante, The Heritage Foundation, *North Korean Nuclear Threat Challenge the World*, Asian Studies Backgrounder n°129, 23 février 1994.

⁵ Quelle que soit la réalité des capacités nucléaires de la Corée du Nord, il est donc avéré que, depuis la fin des années 1950, la Corée du Nord s'est doté d'une vingtaine de sites nucléaires connus. Le centre de recherches atomiques de Yongbyon a été mis en place dans les années 1960 grâce à l'expertise d'ingénieurs formés en URSS. En 1965 un premier réacteur soviétique (IRI) de 2 MW a été installé, puis la Corée du Nord aurait construit son propre réacteur expérimental de 5 MW sur le même modèle. En 1974, la modernisation du réacteur aurait poussé sa puissance à 8 MW. Il s'agit d'un réacteur à graphite-gaz produisant du plutonium de qualité civile susceptible d'être enrichi pour obtenir du plutonium de type militaire qui – selon les termes de l'accord de 1994 – devait être remplacé, pour la couverture des besoins énergétiques du pays, par deux réacteurs à eau légère d'une puissance de 1000 MW mais beaucoup plus faiblement producteurs de plutonium de type civil.

ce qui concerne les capacités d'entrepôts où celles de production de plutonium, la Corée du Nord étant soupçonnée d'avoir déménagé l'ensemble du site de production avant les inspections⁶.

L'AIEA avance aujourd'hui le chiffre de 23,4 kg de plutonium dont disposerait la Corée du Nord, uniquement sur la base d'estimations. Sachant qu'il faut environ 8 kg de plutonium pour construire une bombe atomique de 20 kilotonnes, les Etats-Unis affirment que Pyongyang possède « *une ou deux* » armes nucléaires, mais rien ne prouve que la Corée du Nord dispose effectivement de tels stocks de plutonium⁷. Malgré ces doutes, Pyongyang affirme disposer de capacités lui permettant de procéder à des essais, et utilise la menace potentielle de son arsenal pour négocier des accords internationaux garantissant son inviolabilité et une aide économique et énergétique indispensable. Ce jeu de menace constante perdure depuis plus de dix ans, avec, à chaque fois que le ton monte du côté de Washington, une radicalisation de la politique nord-coréenne, qui se manifeste par le refus de se plier aux exigences de la communauté internationale, et en particulier des institutions chargées de contrôler les armes de destruction massive.

Les dirigeants nord-coréens sont incontestablement passés maîtres dans l'art de pousser la négociation jusqu'à ses limites, multipliant les effets d'annonces et les démentis, afin de semer le doute chez l'adversaire, et de se placer en position de force en anticipant systématiquement les points à l'ordre du jour des différentes rencontres diplomatiques. Cette stratégie de la négociation « à la limite » est incontestablement la seule possible pour le régime nord-coréen⁸. En effet, les capacités tant économiques que militaires sont limitées, l'armement dépassé, à tel point que la « menace » de Pyongyang se résume au risque humanitaire d'un effondrement du régime et des flots de réfugiés qui en résulteraient⁹, et à la capacité du régime à mettre en avant des capacités hypothétiques totalement disproportionnées, et qui le placent au niveau des grandes puissances. D'un côté les dirigeants

⁶ La stratégie relativement peu coûteuse de l'enfouissement des sites constitue en effet – à tous les niveaux – une tradition ancienne proche de celle mise en place par la République populaire de Chine dans les années 1960.

⁷ Lire Jean-Dominique Merchet, « Un programme clandestin et de longue haleine », *Libération*, 25 décembre 2002.

⁸ Lire Scott Snyder, *Negotiating on the Edge, North Korean Negotiating Behavior*, United States Institute of Peace, Washington 1999.

⁹ Cette menace est alimentée de façon épisodique par des exodes vers la Corée du Sud, qui font craindre à Séoul des vagues importantes de réfugiés. Pour l'actualité récente à ce sujet, lire Michel Temman, « Exode massif de Corée du Nord », *Libération*, 28 juillet 2004.

nord-coréens instrumentalisent la pauvreté du pays¹⁰, et de l'autre ils mettent en avant des capacités militaires au-dessus de ses moyens. Reste à savoir dans quelle mesure les arguments avancés concernant l'existence d'une menace nucléaire sont fondés ou non, ou s'il s'agit d'un « bluff » savamment entretenu par des effets d'annonce à répétition, et une opacité totale sur tous les programmes nucléaires.

Parallèlement à cette stratégie du faible, pour que le régime puisse survivre, la Corée du Nord a besoin d'un dialogue bilatéral avec le seul pays qui aux yeux de Pyongyang compte véritablement dans la région : les Etats-Unis. Les dirigeants à Pyongyang savent que le pays est dans une impasse, aussi bien diplomatique qu'économique, et cherchent par tous les moyens à en sortir. Cela n'exclue pas une sorte de chantage nucléaire, à la manière de ce que le régime avait entrepris en 1993-1994. L'allié traditionnel de la Corée du Nord dans la région, la Chine, n'a pas encore la puissance économique du Japon, et ne souhaite pas rivaliser de front avec les Etats-Unis. Par ailleurs, Pékin n'a pas intérêt à soutenir un allié encombrant qui risquerait de lui faire perdre non seulement son crédit sur la scène internationale, mais surtout des échanges commerciaux qui assurent sa croissance. De son côté, la Corée du Sud n'a pas les fonds nécessaires pour maintenir son voisin du nord à flot. D'ailleurs, d'une certaine manière, Séoul a déjà été victime des pressions atomiques de son encombrant voisin. En 1999, la Corée du Nord annonçait disposer de quantités suffisantes de plutonium pour assembler des bombes atomiques, et ces révélations ont précipité un rapprochement historique entre les deux Etats rivaux de la péninsule, offrant au Nord des aides économiques inespérées, et permettant au régime de survivre.

Dans un contexte post-11 septembre, et suivant de près la politique américaine vis-à-vis des « Etats voyous », en particulier l'Irak, la Corée du Nord a considérablement durci sa position, et relancé une nouvelle crise nucléaire afin de négocier, cette fois avec la première puissance mondiale, une aide énergétique jugée insuffisante. Les relations se sont peu à peu dégradées, et devant l'attitude schizophrénique des Etats-Unis, hésitant entre la fermeté et la diplomatie, Pyongyang semble mener la danse, et impose ses conditions comme un véritable ordre du jour des négociations multilatérales, associant les puissances régionales et Washington.

¹⁰ A ce sujet, lire Sylvie Brunel, « Corée du Nord : une famine virtuelle ? » in *Géopolitique de la Faim/ AICF*, PUF, janvier 2000.

A partir des éléments permettant de comprendre les divergences et les points de litige entre Washington et Pyongyang, et les origines de la crise actuelle, trois hypothèses se dégagent en ce qui concerne les perspectives de cette relation : la détente sur fond d'accord concernant le démantèlement des installations nucléaires nord-coréennes ; la radicalisation de la position de Pyongyang ; et un *statu quo* préservé par les acteurs régionaux, notamment la Corée du Sud et le Japon, et faisant l'affaire de tous.

LA DEGRADATION PROGRESSIVE DES RELATIONS WASHINGTON – PYONGYANG

Si les conséquences du non règlement définitif de la guerre de Corée apparaissent incontestablement comme le point de départ du différend opposant les deux régimes de la péninsule¹¹, les problèmes rencontrés par Washington dans sa relation actuelle avec Pyongyang remontent au début des années 1990, dans un contexte post-Guerre froide, c'est-à-dire une fois que la Corée du Nord s'est trouvée isolée, et par conséquent exposée au risque de voir les Etats-Unis exiger un changement de régime. C'est à cette époque que le régime nord-coréen a utilisé pour la première fois l'arme nucléaire comme moyen de chantage, se plaçant volontairement dans une position illicite au regard des organisations internationales, et exigeant des compensations en échange de son respect des traités internationaux en matière d'*Arms Control*. George Le Guelte, critiquant au passage l'attitude des grandes puissances vis-à-vis du régime des inspections, notamment l'AIEA, note que « *lorsque, en 1992, l'AIEA a établi que la Corée du Nord avait manqué à ses obligations, les Etats-Unis ont accédé à l'exigence des Nord-Coréens de ne plus traiter avec l'Agence et de n'avoir de relations qu'avec la délégation américaine ; ils ont accepté que le TNP ne s'applique plus à la Corée du Nord, et que ses dispositions soient remplacées par celles d'un accord entre la Corée du Nord et eux-mêmes ; enfin, ils ont admis qu'en échange d'un engagement beaucoup plus limité, la Corée du Nord reçoive deux réacteurs de 1.000 MW électriques financés par la Corée du Sud, le Japon et, pour une petite partie, par l'Union européenne* »¹². Ainsi, c'est en radicalisant à l'extrême sa position que Pyongyang est parvenu à faire infléchir la position de Washington, et à engager un dialogue bilatéral, auquel vinrent se joindre les puissances voisines dans le cadre de l'accord de la *Korean Peninsula Energy Development Organization* (KEDO) signée en 1994.

¹¹ Lire André Fabre, *La grande histoire de la Corée*, Paris, Favre, 1988.

¹² Georges Le Guelte, « Les inspections de l'AIEA : la construction d'un système de sécurité collective », *Revue internationale et stratégique*, n° 49, printemps 2003, p. 42.

Résumant la stratégie américaine dans la région dans les années 1990, William Perry, Secrétaire à la Défense de la première administration Clinton, déclarait en 1994 : « *Nous ne voulons pas la guerre et nous ne provoquerons pas de guerre en Corée sur cette question ni sur aucune autre* »¹³. Mais, si les sanctions prises par les Nations unies « *poussaient les Nord-Coréens à entrer en guerre... nous prendrions alors un risque* »¹⁴. En fait, Washington a toujours cherché à éviter de prendre de tels risques dans la péninsule coréenne, les autorités militaires présentes sur place, sous le commandement du général Gary Luck, estimant qu'une confrontation pourrait durer plusieurs mois, et entraîner jusqu'à la mort de 100.000 soldats américains. L'administration Clinton, désireuse de limiter tant que possible le nombre de victimes américaines au combat (concept connu sous l'appellation « zéro mort »), et de régler les différends par voie diplomatique, n'avait en effet nullement l'intention de placer les Etats-Unis dans une impasse militaire, et pour cette raison les diverses provocations de Pyongyang entre 1993 et 1994 ont toujours été traitées par le département d'Etat, en vertu du principe de William Perry selon lequel une confrontation militaire n'était pas souhaitable, et totalement exclue. Il convient de noter ici que, parallèlement au désir de l'administration démocrate de privilégier le dialogue, les pouvoirs de l'Exécutif américain furent après les élections mi-mandat de 1994 réduits par les prérogatives d'un Congrès à majorité républicaine, résolument hostile à accorder au président Clinton les pouvoirs de guerre préalables à tout envoi de forces armées sur un théâtre extérieur¹⁵. Dès lors, et Pyongyang le savait, une confrontation militaire impliquant directement les Etats-Unis, en dehors d'une réponse à une attaque délibérée, était totalement exclue. Il est incontestable que cette position délicate dans laquelle se trouvait l'Exécutif américain a eu pour effet de favoriser les exigences nord-coréennes, et à bien des égards les accords de la KEDO et les diverses concessions qui s'en suivirent furent une véritable victoire diplomatique pour Pyongyang.

Entre 1998 et 2000, William Perry, devenu ambassadeur itinérant du président Clinton après avoir été remplacé au Pentagone par William Cohen, posa les jalons d'une reconnaissance mutuelle et d'un rachat de tous les missiles nord-coréens¹⁶. L'administration opta pour un accord sur ce point, alors que les services de renseignement américains

¹³ *Chicago Tribune*, 4 avril 1994.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Après les élections mi-mandat de novembre 1994, les Républicains furent majoritaires à la fois au Sénat et à la Chambre des représentants, mettant fin à deux années de contrôle exclusif des Démocrates.

¹⁶ « Périls sur la détente asiatique », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

détenaient la preuve que la Corée du Nord avait commencé en 1998 à importer des technologies concernant un nouveau programme nucléaire d'enrichissement de l'uranium. Les Républicains dénoncèrent ce qu'ils qualifiaient être une complaisance envers un « Etat voyou », et les premières études sur la nécessité d'adopter une attitude plus ferme vis-à-vis de la Corée du Nord furent publiées dans les milieux conservateurs influents auprès des parlementaires¹⁷.

Les lignes de tension aux Etats-Unis sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Corée du Nord se poursuivirent à l'occasion de crises pourtant géographiquement éloignées, mais qui incitèrent les experts à s'interroger sur le rôle des Etats-Unis sur la scène internationale. En 1999, certains observateurs américains firent ainsi remarquer que la crise du Kosovo a soulevé des interrogations plus complexes encore que la sécurité européenne ou l'avenir de l'Alliance atlantique. William Kristol et Robert Kagan ont reproché autant à l'administration Clinton qu'aux parlementaires républicains leur incapacité à définir une politique précise vis-à-vis des régimes autoritaires. Les hésitations relevées au Kosovo dans la conduite des opérations autant que dans la cohérence du discours entre les Alliés ont révélé le problème plus global de la politique d'intervention pour venir au secours des populations maltraitées, mais également l'impossibilité d'adopter, parmi les dirigeants américains, un discours ferme qui soit approuvé, ou du moins accepté, à la fois par le Congrès et la Maison Blanche¹⁸.

L'administration démocrate poursuivit cependant sa politique de main tendue en Corée du Nord, et ce tout particulièrement à la fin du deuxième mandat de Bill Clinton. En octobre 2000, le Secrétaire d'Etat Madeleine Albright rencontra à deux reprises le Maréchal Jo Myong Rok, vice-président de la Commission de défense nationale de Corée du Nord, dans le cadre de deux visites à Pyongyang et à Washington, et dans un contexte marqué par la normalisation progressive des relations diplomatiques entre la Corée du Nord et plusieurs puissances occidentales¹⁹. Jamais depuis la guerre de 1950-1953 les deux diplomaties

¹⁷ Lire notamment Nicolas Eberstadt, *The End of North Korea*, Washington DC, The AEI Press, 1999.

¹⁸ Voir l'éditorial de William Kristol et Robert Kagan, dans le *Weekly Standard* consécutif à la guerre du Kosovo, que les deux éditorialistes estimaient être révélatrice des faiblesses et des imprécisions de Washington et de ses alliés, notamment dans l'incapacité à adresser un message ferme aux dictatures, mentionnant au passage l'exemple nord-coréen.

¹⁹ En 2000, Pyongyang a rétabli ses relations avec l'Italie, l'Australie et le Royaume-Uni (l'ambassade britannique à Pyongyang fut inaugurée le 30 juillet 2001). Entre janvier et juin 2001, les relations avec les Pays-Bas, la Belgique, le Canada, l'Espagne, l'Allemagne, le Luxembourg, la Grèce, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et la Turquie furent à leur tour normalisées. Par ailleurs, Kim Jong-il visita Moscou entre le 26 juillet et le 18 août 2001 (Vladimir Poutine s'était pour sa part rendu en Corée du Nord en juillet 2000). Enfin, le 14 mai 2002, l'Union européenne établit des relations diplomatiques avec la Corée du Nord.

n'avaient été aussi proches d'un rapprochement. A la suite de ce dialogue, les autorités nord-coréennes espéraient la visite du président Clinton à Pyongyang, ce qui était annoncé comme un événement historique, mais les échéances électorales et les critiques de Washington concernant les exportations de missiles nord-coréens incitèrent l'administration Clinton à annuler cette visite le 29 décembre, tandis que George W. Bush avait déjà été élu²⁰.

Au cours des mois suivants, les signes d'une dégradation progressive des relations se manifestèrent, d'une part en raison de la volonté de Washington de ne pas admettre la moindre condition dans le cadre des négociations avec Pyongyang²¹, et d'autre part du fait d'un regain d'antiaméricanisme en Corée du Nord²². En fait, les autorités nord-coréennes s'inquiétaient de voir se recomposer un front stratégique comprenant les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud, ce qui les poussa à reprendre l'initiative²³. Pyongyang a interprété la volonté de Washington de recomposer ce « front » comme une attitude agressive, et c'est entre janvier et juin 2001, période marquée par le contrôle par les Républicains des pouvoirs exécutif et législatif, que la position de la Corée du Nord s'est radicalisée. Le changement de majorité au Sénat, suite à la décision de Jim Jeffords (Vermont) de quitter le camp républicain et d'apporter son soutien aux Démocrates (tout en restant indépendant), marqua un adoucissement dans les relations entre les deux diplomaties, mais il fut de courte durée, l'Exécutif américain reprenant le dessus sur le Congrès en matière de politique étrangère après les attentats de New York et Washington.

Enfin, en marge des évolutions politiques à Washington, les spéculations sur les capacités nucléaires de la Corée du Nord se poursuivirent. L'AIEA estimait, dans un communiqué publié en avril 2001, que la Corée du Nord avait sans doute la capacité de produire une ou deux bombes nucléaires, mais reconnaissait au passage qu'aucune inspection n'avait été réalisée depuis 1994. La CIA communiqua des informations confirmant les doutes de l'AIEA. Dans son discours prononcé le 19 avril 2001 dans une université du Texas, John McLaughlin, directeur-adjoint de la CIA a indiqué que le renseignement américain n'était pas sûr que les travaux relatifs à la fabrication de l'arme nucléaire n'avaient pas continué en

²⁰ *East Asian, Strategic Review 2002*, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, 2002.

²¹ Le Secrétaire d'Etat Colin Powell, en visite à Séoul pour y rencontrer son homologue sud-coréen Han Seung Soo, rappela le 27 juillet 2001 qu'il n'y aurait aucune concession de faite dans le dialogue avec Pyongyang, montrant au passage la fermeté de Washington.

²² Le 24 juin 2001 fut ainsi organisée à Pyongyang la plus grande manifestation anti-américaine depuis les accords de KEDO, à l'occasion du « 25 juin, journée de la lutte contre les impérialistes américains ».

²³ Izume Hajime, "Pyongyang Grasps New Realities", *Japan Quarterly*, avril-juin 2000.

Corée du nord en dépit de l'accord signé en 1994 qui prévoyait le gel de l'activité de l'usine nucléaire de Yongbyon. « *Le Nord a effectivement une ou deux bombes nucléaires – et il pourrait également avoir des armes bactériologiques, en plus de ses armes chimiques. A court terme, le défi que pose la Corée du nord pour nous et nos alliés est devenu plus complexe et plus dangereux* », a-t-il dit. C'est également à l'occasion de cette allocation publique que la CIA porta des accusations sur l'activité proliférante des autorités nord-coréennes, soupçonnées « *d'accélérer la capacité d'autres pays à acquérir des armes de destruction massive* ». Toutes les conditions étaient alors requises pour justifier le déploiement d'un bouclier antimissile, destiné à protéger le territoire américain de menaces diffuses, notamment de la part de la Corée du Nord, mais l'idée d'une confrontation n'était pas encore clairement évoquée, à tel point qu'il est possible de considérer que l'objectif des autorités américaines était d'instrumentaliser la menace potentielle de Pyongyang à des fins stratégiques²⁴.

Après les attaques du 11 septembre 2001, les autorités nord-coréennes exprimèrent rapidement leurs condoléances aux victimes des attaques terroristes, mais la tension fut cependant encore plus perceptible. Ainsi, le président Bush, dans une interview publiée dans le quotidien japonais *Yomiuri Shimbun* le 16 octobre 2001, appela pour sa part au dialogue avec Pyongyang, mais s'attaqua dans le même temps à la personne de Kim Jong-il²⁵. Ces éléments indiquent que dans l'esprit du président américain, le problème reposait essentiellement sur le dictateur nord-coréen, soulevant de façon implicite l'hypothèse d'un changement de régime préalable à toute reprise de dialogue. Le président américain s'est livré à des attaques gratuites et incessantes à l'encontre de Kim Jong-il, tout en faisant preuve d'un mépris total pour la politique de réconciliation menée par Séoul. Président sud-coréen et lauréat du prix Nobel de la paix, Kim Dae-jung a ainsi entendu lors d'une rencontre avec le président Bush, en mars 2001, que le leader nord-coréen n'était pas digne de confiance²⁶. Enfin, dans son ouvrage, le journaliste Bob Woodward rapporte des propos de George W. Bush selon lesquels le président américain « *déteste Kim Jong-il* », et qu'il souhaiterait le

²⁴ Il convient de rappeler ici que, à l'occasion de la publication de son rapport pour le Congrès en août 1998, Donald Rumsfeld avait fait figurer la Corée du Nord sur la liste des Etats susceptibles de se procurer des armes nucléaires à courte échéance, justifiant ainsi la mise en place d'un bouclier antimissile comme meilleure garantie de défense. Les essais balistiques nord-coréens d'août 1998 avaient à l'époque été considérés comme une réponse de Pyongyang au contenu du rapport Rumsfeld, mais avaient également conforté les certitudes des conservateurs américains sur l'urgence de déployer un bouclier antimissile.

²⁵ Le président américain utilisa les termes « *suspicious* » et « *secretive* » pour qualifier le dirigeant nord-coréen.

²⁶ Bruce Cumings, « *Chantage nucléaire en Corée du Nord* », *Le Monde diplomatique*, février 2003, p. 14.

renverser²⁷. Il qualifia par ailleurs en plusieurs occasions son homologue nord-coréen de « *pygmée* », en référence à sa petite taille et à son poids politique. Cette critique n'offensa pas que l'intéressé, mais tous les Coréens, y compris ceux du Sud²⁸.

Cependant, au-delà de ces problèmes de personne, c'est incontestablement le discours sur l'état de l'Union du président Bush du 20 janvier 2002, le premier de son mandat, et le premier qui faisait suite aux attentats du 11 septembre, qui mit un terme aux efforts diplomatiques engagés par les deux parties²⁹. A l'occasion de ce discours, George W. Bush dénonça l'existence d'un « axe du mal » comprenant l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusa ces régimes de soutenir le terrorisme, de favoriser la prolifération des armes de destruction massive, et de menacer la sécurité internationale. La stratégie américaine vis-à-vis des Etats composant l'axe du mal, telle qu'elle fut annoncée par le président Bush, refuse tout compromis, et a pour objectif de changer les régimes en place. D'une certaine manière, ce discours peut être considéré comme une véritable déclaration de guerre à ces trois régimes, et c'est ainsi qu'il a été compris à Bagdad, Téhéran et Pyongyang.

L'Irak fut le premier sur la liste de Washington, mais Pyongyang choisit justement le moment où les débats sur les conditions d'un engagement contre le régime de Saddam Hussein opposaient les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU pour durcir sa position, et se rappeler au bon souvenir des dirigeants américains. La crise s'est ainsi aggravée à partir d'octobre 2002, lorsque la Corée du Nord a reconnu qu'elle poursuivait son programme nucléaire (le scandale avait commencé avec les révélations dans les médias américains d'informations concernant le développement d'un programme nucléaire clandestin nord-coréen³⁰), au cours de la visite à Pyongyang du Secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Asie de l'Est et du Pacifique James Kelly. Suite à ces révélations, les Etats-Unis décidèrent de suspendre les livraisons de pétrole à la Corée du Nord, ce qui eut pour effet de radicaliser encore d'avantage la position nord-coréenne.

Très rapidement, les autorités nord-coréennes ont mis en avant la possibilité de « monnayer » l'abandon de leur programme nucléaire, voir même l'élimination de leurs

²⁷ Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, New York, 2002, p. 340.

²⁸ Nous verrons plus loin que l'antiaméricanisme s'est fortement amplifié en Corée du Sud, en particulier en marge de la crise irakienne.

²⁹ James Miles, "Waiting Out North Korea", *Survival*, vol. 44, n° 2, été 2002, pp. 37-50.

³⁰ Lire entre autres "Consequences of a Confession", *Far Eastern Economic Review*, 31 octobre 2002, pp. 14-19.

installations, en échange de garanties concernant des accords économiques et énergétiques, ainsi qu'un pacte de non agression. De même, au fur et à mesure des différentes déclarations des dirigeants nord-coréens, il est apparu que différents niveaux de menace permettaient à Pyongyang de se positionner, afin de procéder à une sorte de « montée aux enchères » si les Etats-Unis n'accédaient pas à ses exigences.

Les différents niveaux de chantage de la Corée du Nord au sujet de ses capacités nucléaires et balistiques sont graduels, et se présentent comme suit :

Niveau 1 : La Corée du Nord dispose de capacités balistiques de moyenne portée, pouvant atteindre ses voisins.

Niveau 2 : La Corée du Nord dispose de capacités balistiques de longue portée, pouvant le cas échéant atteindre les Etats-Unis.

Niveau 3 : La Corée du Nord dispose d'installations nucléaires, et d'un programme ayant pour objectif la constitution d'un arsenal.

Niveau 4 : La Corée du Nord dispose de stocks de plutonium lui permettant d'assembler une ou plusieurs bombes.

Niveau 5 : La Corée du Nord procède à un essai nucléaire, et accède *de facto* au statut de puissance nucléaire non reconnue par le TNP, rejoignant l'Inde et le Pakistan.

Le **niveau 1** a été avéré par un certain nombre de tests des missiles, notamment en août 1998, et la Corée du Nord dispose de missiles lui permettant d'atteindre ses voisins, ainsi que les bases américaines au Japon et en Corée du Sud. Le **niveau 2** est, selon les officiels nord-coréens, lui aussi avéré, les missiles Taepodong 2 ayant une portée maximale permettant d'atteindre la côte pacifique des Etats-Unis (Hawaï et l'Alaska constitueraient les cibles principales). Cependant, aucun essai n'a été effectué, et par conséquent rien ne prouve pour l'instant que la Corée du Nord dispose effectivement de tels missiles opérationnels. Les maquettes des missiles Taepodong 1 (Paeutudon, Nodong 2, SCUD B-E, SCUD B-X) et Taepodong 2 (Nodong 3, Paektusan 1), ont été montrées en 1994 mais leur développement aurait également commencé à la fin des années 1980. Selon des sources américaines, le Taepodong 2 serait en phase de pré-essai depuis 2002³¹. Dès lors, les capacités balistiques de la Corée du Nord, avérées et déclarées (ou supposées), se présentent comme suit :

³¹ Anthony H. Cordesman, *Proliferation in the Axis of Evil*, CSIS, 30 juin 2002.

Les capacités balistiques de la Corée du Nord

Capacité	Type de missile (fournisseur)	Charge emportée	Portée maximale (km)	Nombre
Capacité avérée	Nodong 1	750/1000 kg	1.000/1.300	Opérationnel, 3 missiles déployés depuis 1997
	SCUD-ModC	500/700 kg	500/550	Version allongée du ModB, 80/100 missiles
	SCUD-ModB	985 kg	300	12 lanceurs, 100 missiles
	SS-1 SCUD-B (URSS)	985 kg	280	2 lanceurs et 2 missiles fournis par l’Egypte
	FROG-7 (URSS)	435 kg	70	18 lanceurs, 54 missiles
	FROG-5 (URSS)	435 kg	50	9 lanceurs, 50 missiles
Capacité supposée ou développement en cours	Taepodong 2	1.500 kg	4.000/6.000	En service depuis 2002 ?
	Taepodong 1	1.000 kg	2.000	En développement
	Nodong 2	500/1.000	1.500/2.000	En développement
	HY-2	?	?	Missile de croisière ?

Le **niveau 3** est avéré, comme nous l’avons noté précédemment. Le doute persiste cependant sur le fait que le programme nord-coréen soit opérationnel, interrogation sur laquelle peu d’informations sont disponibles, et restent pour la plupart contradictoires. En fait, en dehors de la localisation de quelques sites, et des observations des inspecteurs de l’AIEA jusqu’en 1994, il est impossible de savoir si la Corée du Nord dispose actuellement d’un programme abouti, ou s’il ne s’agit que d’un niveau de recherche avancé, mais ne permettant pas encore de mettre en place des armes nucléaires. Le **niveau 4** comporte lui aussi de multiples interrogations. La Corée du Nord affirme disposer des stocks de plutonium lui permettant d’assembler des armes nucléaires pour équiper ses missiles balistiques, et certains experts, notamment l’AIEA et les milieux conservateurs américains, estiment que Pyongyang peut produire au moins deux bombes. Mais là encore, aucune preuve ne permet d’affirmer que ces affirmations sont fondées, et il ne s’agit que de suppositions, même si elles sont fondées sur la base d’estimations crédibles. Dans ses négociations, Pyongyang maintient l’idée selon laquelle les armes sont assemblées, et Washington considère également que ces affirmations sont fondées. Enfin, le **niveau 5** est le degré d’exigence ultime de Pyongyang (en dehors bien entendu de l’utilisation d’armes de destruction massive). Il s’agit de l’élément central du chantage, les autorités nord-coréennes affirmant en effet être techniquement en mesure de procéder à un essai, et le feront si Washington ne répond pas à leurs exigences. Dans la mesure où un essai nucléaire serait un échec pour la diplomatie américaine, Pyongyang multiplie les menaces dans ce sens à l’occasion de toutes les rencontres officielles, et se sert de ce chantage pour faire monter les enchères.

Face à ces exigences, et malgré la stratégie adoptée vis-à-vis de l'Irak, les Etats-Unis ont rapidement opté pour une attitude plus conciliante, privilégiant le dialogue, en utilisant des arguments discutables. Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, le porte parole du président, Ari Fleischer, soulignait notamment qu'« *il ne fallait pas confondre la Corée du Nord avec l'Irak, car Pyongyang n'avait pas envahi ses voisins en août 1990 et n'avait pas défié la communauté internationale depuis plus d'une décennie* ». En fait, à l'inverse de l'Irak, dont la capacité de nuisance était connue des services de renseignements, la Corée du Nord est un cas nettement plus problématique. A certains égards, la campagne militaire en Irak a été rendue possible par le fait que les autorités américaines savaient que le régime de Saddam Hussein ne disposait pas d'armes de destruction massive, et que cette opération était par conséquent sans risque majeur. A l'inverse, Washington ne peut prévoir les conséquences d'une invasion militaire de la Corée du Nord, notamment parce qu'un doute persiste sur l'existence réelle d'un arsenal nucléaire permettant à Pyongyang de se défendre, et de causer des dommages irréparables. Ainsi, comment l'opinion publique américaine réagirait à la destruction de villes américaines par des missiles balistiques nord-coréens équipés d'armes de destruction massive (nucléaire, mais aussi éventuellement chimique ou bactériologique). La capacité balistique de l'Irak fut réduite suite aux inspections de l'UNSCOM, jusqu'en décembre 1998, et les conclusions de l'AIEA (à l'époque dirigée par Hans Blix) étaient que l'Irak ne disposait pas d'armes nucléaires, ni de la possibilité d'en assembler après le démantèlement de ses sites. Dans ces conditions, l'attaque était possible. A l'inverse, Pyongyang peut atteindre, grâce à ses missiles, aussi bien Séoul que Tokyo et les bases américaines dans la région, voire même d'avantage. C'est ce pragmatisme qui incite Washington à la prudence avec le régime nord-coréen, là où le danger était moins grand en Irak.

En fait, la grande erreur de Saddam Hussein a été de fournir tous les éléments permettant de prouver que l'Irak ne disposait pas d'armes de destruction massive, le Raïs espérant ainsi se mettre à l'abri d'une attaque. A l'inverse, l'opacité nord-coréenne s'est renforcée après le discours sur l'axe du mal, et le régime a adopté une attitude de rejet de toute concession, meilleure garantie de sa survie. Le 27 décembre 2002, la Corée du Nord a ainsi expulsé les inspecteurs de l'AIEA, dénonçant cet organisme comme étant l'instrument de Washington, et a commencé ensuite à charger de nouvelles barres de combustible à Yongbyon. Le 10 janvier 2003, elle annonçait qu'elle se retirait du TNP et que toute sanction prise à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU serait considérée comme une

« *déclaration de guerre* »³². Cette « stratégie du fou », refusant tout compromis, est certainement l'attitude la plus habile que pouvait adopter Pyongyang face au déterminisme de Washington.

Les hypothèses concernant l'évolution possible des relations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, à partir des éléments retenus et de la situation de crise actuelle, peuvent être classées en trois catégories :

- 1) Les négociations multilatérales entre la Corée du Nord et les Etats concernés aboutissent à un accord selon lequel Pyongyang accepte des inspecteurs de l'ONU, et choisit de coopérer avec la communauté internationale, en prenant exemple sur le cas libyen.
- 2) La Corée du Nord refuse tout compromis sur la transparence concernant son arsenal nucléaire. Devant le risque, Washington ne peut se permettre de durcir le ton, et accepte finalement un compromis à l'avantage de Pyongyang.
- 3) Les Etats-Unis estiment que la Corée du Nord est une menace pour la sécurité nationale, et décident de passer à l'offensive, soit par voie diplomatique, soit en faisant usage de la force militaire. A ce titre, il convient de se pencher sur les programmes des candidats Bush et Kerry, et les perspectives après les élections américaines, afin de voir dans quelle mesure des modifications dans la relation Etats-Unis/Corée du Nord sont à prévoir.

³² Voici la chronologie de l'évolution de la crise nord-coréenne au deuxième semestre 2002, période marquée par la radicalisation de l'attitude de Pyongyang, et un glissement de la stratégie américaine :

- Août: la première pierre des deux réacteurs à eau légère est posée.
- Octobre: la Corée du Nord admet devant l'envoyé spécial américain James Kelly qu'elle poursuit un programme de fabrication de combustible nucléaire militaire.
- 14 novembre: les Etats-Unis et leurs alliés répliquent et s'accordent pour suspendre les livraisons de fioul à la Corée du Nord à partir de décembre.
- 12 décembre: Pyongyang annonce qu'elle va réactiver ses programmes nucléaires, présumés gelés depuis l'accord de 1994, en invoquant une pénurie d'électricité due à la suspension des livraisons de fioul.
- 21 décembre: La Corée du nord démonte les caméras surveillant la centrale de Yongbyon, puis le lendemain, brise les scellés posés par l'AIEA sur des conteneurs renfermant des barres de combustibles nucléaires usagées susceptibles d'être utilisées à des fins militaires.
- 25 décembre: des barres de combustible sont transportées dans le bâtiment du réacteur de la centrale.
- 31 décembre: les derniers inspecteurs de l'AIEA sont expulsés des installations nucléaires. George W. Bush déclare que la situation de crise peut être résolue pacifiquement.

Ces hypothèses dépendront non seulement de la volonté de Washington et Pyongyang à négocier, mais également des conditions du dialogue. Ainsi, doit-on envisager la poursuite de discussions à six, ou au contraire des négociations bilatérales (comme le souhaite Pyongyang) ? D'autre part, quels sont les éléments pouvant permettre de renouer le dialogue ? Enfin, si l'attitude de Pyongyang semble être une réponse aux réorientations stratégiques de Washington, la relation Etats-Unis/Corée du Nord repose-t-elle sur une mauvaise conception des relations internationales à Washington, ou illustre-t-elle la nécessité de régler une question en suspens depuis la fin de la Guerre froide ? Indiscutablement, l'attitude des Etats-Unis est en grande partie coupable dans la dégradation des relations avec la Corée du Nord, dont nous avons noté qu'elles étaient en voie d'amélioration avant l'arrivée au pouvoir de George W. Bush. A certains égards, la politique suivie par l'administration Bush vis-à-vis de Pyongyang peut être qualifiée d'« intransigeance non assumée ». En effet, d'un côté les autorités américaines mettent en avant une nouvelle stratégie consistant à lutter contre les régimes soupçonnés de chercher à se procurer des armes de destruction massive, et de l'autre la politique du « deux poids, deux mesures » a été privilégiée dans le cas nord-coréen. L'impasse de Pyongyang peut être considérée comme l'exemple qui vient confirmer l'idée selon laquelle la stratégie de l'axe du mal est une erreur, et que les différents Etats figurant dans la liste ne sauraient faire l'objet d'un traitement identique. C'est justement cette difficulté pour les Etats-Unis à pratiquer une approche globale de la lutte contre la prolifération, malgré une définition apportée par l'axe du mal, qui d'une part sert les intérêts de Pyongyang, mais d'un autre côté pourrait permettre une sortie de crise, sur la base de garanties réciproques, et d'un désarmement de la Corée du Nord. Reste à savoir si de telles perspectives, si elles semblent faire l'affaire des deux parties, sont envisageables sur le long terme, ou s'il ne s'agirait que d'un nouveau report de la confrontation à une date ultérieure, à la manière des accords de la KEDO.

PYONGYANG ACCEPTE UN ACCORD SUR SON DESARMEMENT

Les conditions selon lesquelles Pyongyang pourrait accepter un désarmement complet dépendent en grande partie de la possibilité de parvenir à un accord avec la Corée du Sud, permettant de faciliter le rapprochement, à défaut de la réunification, entre les deux Etats rivaux de la péninsule. Le rôle de Washington serait alors celui d'un arbitre destiné à apporter des garanties réciproques, à savoir, dans le cas de la Corée du Nord, le maintien du régime et une non-agression. Mais une telle sortie de crise serait en tout état de cause une grande

victoire diplomatique pour Pyongyang, un demi échec pour Washington, et dans tous les cas n'offrirait aucune garantie concernant le refus définitif de la Corée du Nord d'acquiescer des armes nucléaires. En effet, les accords de la KEDO avaient déjà pour objectif (et dans une certaine mesure pour ambition) d'apporter une certitude selon laquelle Pyongyang acceptait de renoncer définitivement à son dessein de puissance nucléaire. Or, la crise actuelle est venue justement confirmer que sur ce point comme de nombreux autres, le régime nord-coréen ne doit pas être considéré comme étant digne de confiance.

En 1996, le projet de Conférence Quadripartite constituait une tentative de réinsérer la Corée du Sud dans le dialogue que Pyongyang souhaitait déjà à l'époque conduire seul avec Washington, en y incluant également la Chine, acteur stratégique non négligeable, susceptible d'influer sur les positions nord-coréennes. Ce mécanisme a cependant peu progressé, et des critiques se sont élevées sur l'absence de la Russie et surtout du Japon dans le processus des négociations. Les relations entre Séoul et Pyongyang connurent cependant un apaisement certain, soutenu par la diplomatie américaine sous l'administration Clinton. Mise en place en février 1998, dès l'arrivée au pouvoir à Séoul de Kim Dae jung, la *Sunshine Policy* ou « politique d'embellie », se révéla une initiative majeure pour autonomiser la diplomatie sud-coréenne et reprendre l'initiative face au Nord. Graduelle, elle visait à instaurer un climat de confiance entre les deux Corée séparées, favoriser le développement économique du Nord et, à terme, permettre la réunification³³.

Les conditions de la paix entre les deux Corée, identifiées en avril 1999 par le plan de Kim Dae-jung pour le « *démantèlement des structures de la Guerre froide* », étaient les suivantes :

- Les deux Corée doivent passer de la confrontation à une politique de réconciliation et de coopération ;
- Les États-Unis et le Japon doivent normaliser leurs relations avec la Corée du Nord. Sans une amélioration des rapports entre Washington et Pyongyang, les relations Nord-Sud ne progresseront pas ;
- Le Nord doit mettre en place une politique d'ouverture et de réforme ;
- Il faut éliminer armes de destruction massive de la péninsule et appliquer une politique de contrôle des armements ;

³³ Marianne Péron-Doise, « Enjeux de sécurité et mise en place de mesures de confiance autour de la péninsule coréenne », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 44, hiver 2001-2002.

- Il faut passer d'une situation de cessez-le-feu à une situation de paix, préalable à la réunification.

Malgré ces efforts, dont nous avons noté les limites, notamment compte-tenu du changement de politique de Washington, la Corée du Nord, coutumière du fait, procède depuis le milieu des années 1990 à un véritable chantage avec ses voisins. En 1996, afin d'obtenir des garanties sur l'aide extérieure (qui concerne essentiellement Séoul et Tokyo), un représentant de la Corée du Nord déclarait ainsi que « *la Corée du Sud et le Japon devront faire face à quatre missiles nord-coréens équipés de têtes nucléaires s'ils refusent de poursuivre l'aide alimentaire* »³⁴. Autre exemple, la Corée du Nord a accepté un moratoire de ses essais de missiles en 1999, après avoir procédé au tir du mois d'août 1998, et a obtenu en échange de ce moratoire une levée des sanctions américaines qui pesaient sur elle depuis la guerre de Corée. Par ailleurs, le prolongement de ce moratoire, ou la simple menace de le lever à également permis à Pyongyang de disposer d'une nouvelle marge de négociation pour obtenir une reprise ou un prolongement de l'aide économique extérieure. En mai 1998, la neutralisation des réserves de combustible nucléaire a été interrompue jusqu'à ce que Pyongyang obtienne une accélération du rythme de livraison du pétrole. En ce qui concerne le contrôle des risques de prolifération, Pyongyang exigeait également de nouvelles aides destinées à compenser les pertes financières induites.

Cette stratégie de la tension – stratégie de chantage qui repose sur l'existence d'armes de destruction massive dont l'arsenal n'est pas connu – où l'ambiguïté stratégique et le flou sur les moyens constituent les principaux moyens d'action de la Corée du Nord, a également permis à Pyongyang de limiter fortement les conséquences de la réduction brutale de ses moyens et de son affaiblissement consécutif dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, et de faire preuve de ce fait d'une remarquable capacité de survie. L'ouverture vers le Sud et les amorces de négociations se sont en effet déroulées sous la menace de la nucléarisation de la Corée du Nord qui décuplait ainsi la valeur marchande de ses moindres concessions³⁵.

³⁴ *Sankei Shimbun*, 9 juin 1996.

³⁵ Taik Young Hamm, "North-South Korea Reconciliation and Security on the Korean Peninsula", *Asian Perspectives*, vol.25, N°2, 2001.

Parmi les motivations concernant la prolifération, l'élément de prestige et d'image de puissance est sans doute moins présent pour une Corée du Nord qui semble vivre en dehors de toute référence au système international, même si certains analystes japonais considèrent que l'essai de missile du mois d'août 1998 avait également pour Kim Jong-Il une fonction de prestige interne³⁶. En revanche, les missiles et les armes de destruction massive nucléaires, chimiques ou biologiques remplissent à moindre coût une fonction essentielle de dissuasion et de coercition ou de chantage pour une non-puissance économique disposant de moyens militaires conventionnels très limités.

L'une des possibilités de sortie de crise pourrait donc consister à offrir des compensations financières à l'abandon des filières proliférantes de Pyongyang, et des garanties sécuritaires lui permettant de ne pas avoir besoin du nucléaire. Une telle attitude serait un aveu d'échec, et la reconnaissance des exigences de la Corée du Nord, mais elle aurait au moins le mérite d'abaisser les lignes de tension. Sur ce point, le rôle de Washington est primordial. Partisan d'une attitude diplomatique, James T. Laney estime qu'il faut des garanties concrètes sur la sécurité dans la péninsule coréenne, afin de décrédibiliser les efforts en matière de prolifération de Pyongyang, et les Etats-Unis, du fait de la présence massive de troupes dans la région, doit être en première ligne des efforts en vue de rétablir le dialogue à l'aide de garanties³⁷.

Les premiers signes de la reprise du dialogue, en dehors des rencontres officielles de Pékin, sont venues d'experts indépendants, n'agissant pas au nom de l'administration Bush. Deux délégations américaines non officielles se sont ainsi rendues début janvier 2004 en Corée du Nord, afin d'y visiter le complexe nucléaire de Yongbyon, ce qui constituait une première depuis l'expulsion des inspecteurs de l'ONU un an plus tôt. Washington a pris ses distances avec ces groupes, soulignant qu'il ne s'agissait pas de missions gouvernementales. L'une des équipes était dirigée par des collaborateurs de sénateurs, Keith Luse et Frank Jannuzi. L'autre était conduite par un spécialiste de la Chine de l'université Stanford. Elle comprenait Jack Pritchard, ancien négociateur du département d'Etat avec la Corée du Nord, et le scientifique Siegfried Hecker, ex-directeur du laboratoire nucléaire de Los Alamos. Une fois de retour aux Etats-Unis, ces délégations ont été convoquées par le département d'Etat,

³⁶ Takesada Hideshi, Professeur au National Institute for Defense Studies (NIDS), Tokyo. Entretien avec Barthélémy Courmont à l'IRIS, juillet 2003.

³⁷ James T. Laney, "How to Deal with North Korea", *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 2, mars-avril 2003, pp. 16-30.

afin de communiquer des informations éventuelles permettant de savoir si les capacités nucléaires nord-coréennes sont effectives, mais également afin de déterminer dans quelle mesure la reprise du dialogue avec les autorités de Pyongyang étaient possibles. Siegfried Hecker a ainsi déclaré lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain après son retour de Corée du Nord, qu'« à Yongbyon, ils nous ont prouvé qu'ils avaient la capacité de produire du plutonium. Cependant, je n'ai rien vu et n'ai parlé à personne qui m'aurait convaincu qu'ils ont fabriqué une charge nucléaire avec ce plutonium, et qu'ils ont pu transformer cette charge en arme utilisable »³⁸. Il a également indiqué qu'un bassin à Yongbyon, qui contenait plusieurs milliers de barres de combustible nucléaire, était désormais vide : « les quelque 8.000 barres ont été déplacées ». Selon des estimations, elles représentent entre 25 kg et 30 kg de plutonium. « Nous n'avons pas été en mesure de confirmer cette affirmation », a précisé Siegfried Hecker. Il a dit avoir été en mesure de tenir dans ses mains un morceau de plutonium nord-coréen, mais n'a pu préciser s'il datait d'avant ou d'après 1994. Les Nord-Coréens le lui ont cependant présenté comme la preuve de leur capacité nucléaire militaire. Ainsi, cette mission n'a rapporté aucune preuve tangible quant à la présence de stocks d'armes, les capacités de production de plutonium étant avérées avant 1994.

D'après des témoignages d'officiels participant aux négociations, il semblerait que les dirigeants nord-coréens soient disposés à abandonner leur programme nucléaire. « A l'évidence, la République populaire et démocratique de Corée est prête à démanteler son programme d'armements nucléaires », a ainsi déclaré le conseiller du Secrétaire Général de l'ONU pour la Corée du Nord, Maurice Strong, au retour d'une visite à Pyongyang, le 22 mai 2004³⁹.

Selon le ministère nord-coréen des Affaires étrangères dans un communiqué du 15 juin 2004, « comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, il est important que les Etats-Unis abandonnent leur politique d'isolement et d'étouffement de la Corée du Nord et prennent une décision politique audacieuse afin de coexister avec elle si l'on veut que les pourparlers aboutissent à des résultats pratiques et ouvrent une période historique de

³⁸ « Experts US: Pas de preuve de bombe nucléaire mais la capacité existe », *AFP*, 21 janvier 2004.

³⁹ Cité par « La Corée du Nord est prête à négocier », *AP*, 22 mai 2004.

règlement de la question nucléaire »⁴⁰. Par ailleurs, en réponse à un communiqué appelant Pyongyang à démanteler son programme d'armement nucléaire à l'occasion du sommet de Sea Island (Etats-Unis) le 12 juin 2004, Pyongyang a accusé les nations-membres du G8 de conspirer en vue de transformer la Corée du Nord en un « *autre Irak* », et estimé qu'une telle position sert de « *puissant catalyseur* » au développement de l'armement nucléaire nord-coréen⁴¹.

A l'occasion de trois sommets réunissant les diplomates américains et nord-coréens (ainsi que les délégations du Japon, de la Chine, de la Corée du Sud et de la Russie) à Pékin en août 2003, février 2004, et juin 2004, ont été marquées par des propositions de la part des diplomates américains et nord-coréens. En fait, dès la première réunion, Pyongyang s'est montré favorable à un abandon de son programme nucléaire, à la condition que cette décision s'accompagne d'une aide économique et énergétique conséquente. Les deux premières réunions se sont soldées par des échecs, la Corée du Nord considérant à chaque fois que les garanties offertes par les Etats-Unis n'étaient pas satisfaisantes, et que l'attitude de Washington mettait en péril la sécurité du régime. En fait, au terme de chacune de ces rencontres, la Corée du Nord a menacé de procéder à un essai nucléaire, afin d'officialiser son arsenal. Pourtant, côté américain, ces rencontres sont jugées positives, notamment en ce qu'elles permettent de renouer le dialogue. Par ailleurs, organisée à Pékin le 25 avril 2003, une première rencontre entre officiels américains et nord-coréens, à laquelle ne participaient pas les représentants japonais et sud-coréens, a pu apparaître comme une victoire diplomatique pour la Chine, mais certainement pas des Etats-Unis. Comme le remarquent Nathalie Hoffmann et Valérie Niquet, « *les exigences nord-coréennes en matière de garanties de sécurité et d'aide économique, accompagnées de déclarations provocatrices mais non vérifiées sur l'avancement du programme nucléaire nord-coréen, n'ont pas permis d'obtenir de réels progrès, posant la question, sinon de l'intervention militaire, du moins de la mise en place de sanctions destinées à asphyxier le régime nord-coréen* »⁴². Dans ces conditions, nous pouvons considérer que, plutôt que d'apaiser les tensions, les rencontres officielles furent l'occasion d'une véritable surenchère de la part de Pyongyang.

⁴⁰ Cité dans « Nucléaire: Pyongyang rejette l'exigence américaine d'un démantèlement complet », *AFP*, 15 juin 2004.

⁴¹ « Nucléaire : la Corée du Nord refuse de devenir un 'autre Irak' », *AP*, 13 juin 2004.

⁴² Nathalie Hoffmann et Valérie Niquet, « L'Asie : crises non résolues et incertitudes nouvelles », in Pascal Boniface, *L'année stratégique 2004*, Paris, L'Etudiant, 2003, p. 478.

Après deux réunions multilatérales infructueuses, la troisième rencontre de Pékin, du 23 au 26 juin 2004, a été l'occasion de présenter des propositions concrètes. Les deux protagonistes ont affiché, dès l'ouverture des négociations, leur détermination à régler la crise. « *Ces troisièmes pourparlers ne doivent pas seulement être une explication des positions respectives, il faut qu'ils permettent de sortir de l'impasse* », a ainsi déclaré le négociateur nord-coréen, Kim Kye-Gwan avant la première session plénière à huis clos de ces discussions. « *Ma délégation attend que les Etats-Unis fassent des propositions nouvelles* », a-t-il ajouté, tout en exigeant une fois de plus qu'ils « *cessent leur politique hostile* » envers son pays. Les Etats-Unis ont « *une proposition à faire* », a affirmé en réponse le chef de la délégation américaine, James Kelly, ajoutant que son pays était « *déterminé à faire le maximum* » et qu'il était venu à Pékin « *dans le but de travailler à une dénucléarisation complète* ». C'est ainsi que les Etats-Unis ont présenté un plan en plusieurs étapes contrôlées, offrant un certain nombre d'avantages à Pyongyang. La Corée du Nord a fait ensuite ses propres propositions, en demandant semble-t-il de très importantes quantités d'énergie en échange du gel de sa centrale nucléaire de Yongbyon. Le chiffre de 2.000 mégawatts par an a été cité, qui correspondrait au quart de sa consommation annuelle d'énergie.

Certains experts estiment que la période post-11 septembre offre à la Corée du Nord une chance inespérée de renouer le dialogue avec les Etats-Unis, en faisant preuve de bonne volonté, et en acceptant d'adopter une attitude plus transparente sur ses programmes d'armes de destruction massive⁴³. Ce serait donc en suivant une ligne tracée par l'exemple libyen que Pyongyang parviendrait à réintégrer la communauté internationale, en acceptant la transparence totale sur ses activités proliférantes en échange de garanties quant à la pérennité du régime. Là encore, cette proposition semble s'accorder avec les désirs des autorités nord-coréennes, mais elles posent problème dans la mesure où elles décrédibilisent totalement le discours sur l'axe du mal du président Bush, et la stratégie de lutte contre les Etats voyous que Washington entend mener. Si une attitude plus conciliante de Pyongyang serait souhaitable, elle semble pour l'heure limitée dans la mesure où les autorités nord-coréennes sont persuadées que l'objectif principal de Washington est d'éliminer le régime, à la manière de celui de Saddam Hussein en Irak.

⁴³ Wendy R. Sherman, "Sunshine Through Cloudy Skies: Peace and Security in Northeast Asia", *Asian Perspective*, vol. 26, n° 3, automne 2002, pp. 5-12.

Le régime nord-coréen estime en effet, comme nous l'avons vu, que les Etats-Unis sont les seuls responsables de l'impasse dans les discussions, et mettent un point d'honneur à refuser que les exigences de Washington se maintiennent, considérant qu'elles sont impérialistes, et ne s'appliquent qu'à un Etat vaincu. « *Rien ne pourra être attendu des pourparlers à venir si les Etats-Unis continuent à insister sur leur exigence que (la Corée du Nord) accepte un CVID (démantèlement complet, vérifiable et irréversible), une exigence qui ne peut être imposée qu'à un pays vaincu* », a ainsi déclaré peu avant la troisième rencontre de Pékin le ministre nord-coréen des Affaires étrangères cité par KCNA. « *L'attitude américaine envers la proposition de (la Corée du Nord) de 'récompense contre un gel' (des programmes nucléaires) deviendra une pierre de touche permettant de discerner si les Etats-Unis ont réellement l'intention de régler la question nucléaire. La perspective d'un règlement dépend entièrement des Etats-Unis* », poursuivait le communiqué du ministère. « *Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, il est important que les Etats-Unis abandonnent leur politique d'isolement et d'étouffement de (la Corée du Nord) et prennent une décision politique audacieuse afin de coexister avec elle si l'on veut que les pourparlers aboutissent à des résultats pratiques et ouvrent une période historique de règlement de la question nucléaire* », ajoutait le communiqué⁴⁴.

Les conditions de Pyongyang préalables à l'abandon de son programme nucléaire, l'inspection de ses sites, et le démantèlement de son armement, peuvent se résumer donc comme suit :

- Promesse de non-invasion de la part des Etats-Unis.
- Garantie de ne plus apparaître sur la liste des Etats soupçonnés de soutenir le terrorisme international.
- Accord énergétique sur la construction de centrales nucléaires à usage civil (conditions semblables à celles des accords de la KEDO).
- Aide économique de la part des puissances régionales, des Etats-Unis, et de l'Union européenne (qui ne participe cependant pas aux discussions à six).
- Levée de certaines sanctions commerciales.

Ces conditions sont, selon le régime de Pyongyang, indispensables au préalable de toute négociation concernant le retour des inspecteurs de l'AIEA, et l'acceptation d'un

⁴⁴ Cité par « Pyongyang rejette l'exigence américaine d'un démantèlement complet », *AFP*, 15 juin 2004.

démantèlement complet des installations nucléaires. En tout état de cause, il s'agit là des conditions d'un dialogue et d'un accord qui, parce qu'il favorise Pyongyang et permet de limiter les risques d'éclatement, présente de nombreux avantages. Toutefois, la nature du régime nord-coréen nous incite à considérer que de tels accords, s'ils étaient adoptés, seraient une simple remise à jour des accords de la KEDO, avec des avantages encore plus importants pour Pyongyang, mais sans que cela signifie une véritable sortie de crise définitive. En effet, rien ne prouve que la Corée du Nord n'opte pas pour une « stratégie de surenchère de sa menace », déclenchant des crises de façon répétitive, afin d'obtenir chaque fois des compensations permettant au régime de survivre.

LA COREE DU NORD DURCIT SA POSITION

Les différents occidentaux qui se sont rendus au cours des dernières années en Corée du Nord ont relevé de façon unanime le caractère absurde du régime, mais noté son mode d'organisation, qui en fait une dictature rationnelle⁴⁵. Le sénateur belge Alain Destexhe utilisa après un voyage en Corée du Nord le qualificatif de « *Disneyland du stalinisme* »⁴⁶. Pour sa part, le journaliste Philippe Grangereau parle de « *Jurassic Park du communisme* »⁴⁷. Doit-on pour autant considérer que le régime nord-coréen est irrationnel, et que son gouvernement pourrait durcir sa position, au point d'ouvrir la boîte de Pandore ? Pas nécessairement.

Comme nous l'avons noté précédemment, de nombreux observateurs considèrent qu'une radicalisation de la position de Pyongyang résulterait de l'attitude agressive de Washington, et des menaces de frappes préventives⁴⁸. En effet, entre 1994 et 2001, alors que la diplomatie américaine faisait preuve d'ouverture en direction de Pyongyang, les négociations sur le désarmement nucléaire et la tentative de réunification de la péninsule semblaient, sinon sur le point d'aboutir, tout du moins aller dans la bonne direction. Cette attitude nous incite à considérer que la politique suivie par les autorités nord-coréennes se calque sur celle de Washington.

⁴⁵ Lire notamment Violaine de Marsangy, « Trois mois en Corée du Nord », *Les Cahiers d'Histoire Sociale*, n° 17, printemps/été 2001.

⁴⁶ Alain Destexhe, *Corée du Nord : voyage en dynastie totalitaire*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 39.

⁴⁷ Philippe Grangereau, *Au pays du grand mensonge*, Paris, Le serpent de mer, 2001, p. 9.

⁴⁸ Lire notamment Paul-Marie de la Gorce, « Ce dangereux concept de guerre préventive », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002, pp. 10-11.

En fait, les autorités nord-coréennes souhaitaient visiblement s'engager dans la voie de relations cordiales avec les Etats-Unis, et à cet égard la visite en octobre 2002 de James Kelly devait au préalable être placée sous le signe du dialogue. Les autorités nord-coréennes déclarèrent que, devant l'arrogance et la fermeté sans complaisance de l'envoyé de Washington, les relations s'étaient rapidement dégradées, informations démenties par les autorités américaines. C'est à partir de cette date que les deux pays se sont mutuellement accusés de mensonges, et de ne pas avoir respecté leurs engagements de 1994. En tout état de cause, la stratégie adoptée par l'administration Bush à l'automne 2002, dans un contexte marqué par les négociations au Conseil de sécurité de l'ONU sur la résolution 1441 concernant l'Irak, privilégiait la confrontation, sans toutefois préciser s'il fallait envisager une campagne militaire dans la péninsule coréenne. Au Congrès, les Républicains n'hésitèrent pas à condamner les accords de la KEDO de 1994 en rappelant qu'il s'agissait d'une concession faite à un Etat voyou, remettant ainsi en cause près de dix ans d'avancées diplomatiques, et lui préférant un renforcement du régime de vérification sur les activités liées aux armes de destruction massive.

Le 9 décembre 2002, les frégates espagnoles *Navarra* et *Patina*, appuyées par l'US Navy, arraisonnèrent, dans le cadre de l'opération « Liberté immuable » en Afghanistan, le cargo *So San* dans le golfe d'Oman. Les services de renseignement américains, qui suivaient les déplacements du cargo depuis son appareillage à Nampo (Corée du Nord), avaient informé les autorités sud-coréennes qu'ils s'apprêtaient à prendre Pyongyang en flagrant délit de trafic d'armes. La fouille du navire permit de découvrir une vingtaine de containers cachés sous plus de 40.000 sacs de ciment. Ils contenaient 15 missiles Scud armés de têtes explosives conventionnelles, des pièces détachées et 23 capsules de roquettes. Bien que battant pavillon cambodgien, le *So San* était manœuvré par un équipage nord-coréen. Cette opération, si elle permit de dénoncer les possibles tentatives de la nébuleuse Al-Qaïda de se procurer des missiles, fut également et surtout l'occasion pour Washington de montrer du doigt Pyongyang comme un régime collaborant avec les groupes terroristes islamistes. En fait, le Yémen était à l'origine de l'acquisition de ces missiles, et aucune piste de lien entre la Corée du Nord et Al-Qaïda n'a pu être démontrée. Mais sur le plan de la communication, cette opération fut l'occasion pour Washington de rappeler que la Corée du Nord est un Etat proliférant.

L'épisode fut cependant une nouvelle démonstration de la faiblesse de la stratégie américaine face à la Corée du Nord. La décision de laisser repartir les missiles Scud vers le

Yémen, « *parce que la livraison ne contredisait aucune loi internationale* », a ainsi été vivement critiquée au Congrès. Certains élus se demandèrent pourquoi une enquête n'avait pas été ouverte et la cargaison suspendue. « *Colin Powell a été contraint de dire qu'il avait des assurances du Yémen selon lesquelles cette livraison serait la dernière* », considère le politologue Robert Jervis⁴⁹, « *mais il y a encore quelques mois, le Yémen était considéré comme l'un de nos pires ennemis. Le vrai problème pour George W. Bush, c'est qu'il ne peut pas faire la guerre à la fois contre le terrorisme, l'Irak et la Corée. Et comme politiquement, il s'est énormément investi sur l'Irak, il ne peut pas reculer maintenant. Dès lors, il va tenter pour l'instant de minimiser la Corée du nord* »⁵⁰. Parmi les élus qui se sont exprimés sur cette question, en critiquant vivement l'administration Bush, le représentant démocrate du Massachusetts, Edward J Markey, et président de la commission sur la non-prolifération, a estimé que, « *en se concentrant sur le désarmement de l'Irak, l'administration Bush semble ignorer d'autres menaces potentielles à notre sécurité* »⁵¹.

Se sentant « *condamné à terme* » par son inscription sur l'axe du mal, le régime nord-coréen poursuit et renouvelle sa stratégie de chantage fondée sur une menace que ni les Etats-Unis, ni leurs alliés sud-coréens et japonais ne peuvent accepter. La Corée du Nord peut en effet, comme nous l'avons noté précédemment, instrumentaliser le risque d'escalade de la crise au niveau régional, notamment en faisant craindre des retombées sur la Corée du Sud, ou même le Japon et, en plus d'une certaine forme de dissuasion nucléaire, Pyongyang met en avant une dissuasion « *conventionnelle* », visant directement Séoul. Le régime nord-coréen donne ainsi une merveilleuse leçon de rationalité, et inaugure ce qui pourrait devenir une nouvelle forme de dissuasion nucléaire : l'important n'est pas tant d'avoir la bombe que de l'affirmer, et de parvenir à semer le trouble chez l'adversaire.

La stratégie de défense de la Corée du Nord, comme de l'ensemble de sa politique, repose sur l'idée selon laquelle le régime ne peut compter que sur ses propres capacités face à ses adversaires. Cette idéologie dite du « *Juche* » eut pour effet de ruiner le pays, mais constitue incontestablement le plus grand danger pour la stabilité de la région⁵². En effet, les voisins de la Corée du Nord, en particulier le Japon et la Corée du Sud, s'inquiètent de ce

⁴⁹ Professeur à la *School of International and Public Affairs* de Columbia University (New York).

⁵⁰ Propos rapportés par Fabrice Rousselot, « La Corée du Nord, l'ennemie de trop de l'Amérique », *Libération*, 12 décembre 2002.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Cheong Seong-chang, « La Corée du Nord et ses rapports avec ses grands voisins », *Hérodote*, n°97, 2ème trimestre 2000.

qu'un effondrement soudain du régime provoque une fuite massive de sa population vers les Etats voisins, avec des conséquences économiques difficiles à gérer. Certains experts considèrent que la Corée du Nord pourrait même chercher à se servir de sa situation sanitaire et économique désastreuse pour faire pression sur ses adversaires, et exiger des accords lui permettant de recevoir une aide de plus en plus importante, sans pour autant devoir infléchir sa politique⁵³.

Par ailleurs, la politique militaire de la Corée du Nord, résolument tournée vers le différend qui l'oppose au voisin du sud, est ouvertement défensive, et implique la participation de l'ensemble de la population à l'effort de guerre en cas de nouvelle confrontation militaire⁵⁴. Dans ces conditions, la dissuasion nucléaire de la Corée du Nord, pour l'heure virtuelle, repose sur l'acceptation de deux niveaux. Si le premier niveau de la dissuasion est essentiellement défensif, le deuxième niveau, comme dans le cas de la Chine dans sa stratégie de reconquête de Taiwan, vise à dissuader l'action de toute puissance extérieure dans l'éventualité d'une offensive visant à s'emparer du Sud. Les moyens de Pyongyang en la matière demeurent toutefois très limités. Nous avons vu que la capacité même théorique pour un missile nord-coréen de frapper le territoire américain reste relativement éloigné. En revanche, dans un contexte de guerre asymétrique, une frappe de type terroriste, impliquant l'emploi déstabilisant d'armes de destruction massive contre les bases américaines au Japon ou en Corée du Sud pourrait s'avérer plus efficace et plus facile à mettre en oeuvre.

Dans ce contexte, le programme balistique de la Corée du Nord et le développement d'armes de destruction massive apparaissent – tout comme les actions terroristes menées dans d'autres régions – comme la réponse asymétrique aux capacités militaires très supérieures de la Corée du Sud et des Etats-Unis. Mais si l'on suppose que le premier objectif du régime demeure la préservation du statut et des privilèges de l'élite, c'est la fonction de force de

⁵³ Lire entre autres Sylvie Brunel, « Corée du Nord : une famine virtuelle ? », in *Géopolitique de la Faim*, op. Cit.

⁵⁴ La politique militaire de la Corée du Nord a été adoptée au Quatrième Congrès du Parti du Travail en décembre 1962. Elle comporte quatre points : 1) armer le peuple tout entier, 2) fortifier la totalité du pays, 3) entraîner tous les soldats comme une force d'encadrement, et 4) moderniser l'armée toute entière. Le point 2 comprend la construction d'installations souterraines. Cette politique militaire fait partie des « Trois capacités révolutionnaires » selon lesquelles, le renforcement des capacités du nord contribuera à celles du sud. Dans un discours devant des délégués du Parti du Travail en octobre 1966, Kim Il-song a précisé que : « [La] ligne fondamentale pour la révolution en Corée du Sud à l'étape actuelle est de préserver la capacité révolutionnaire de l'oppression par l'ennemi et d'édifier sans relâche les capacités révolutionnaires pour l'arrivée du moment décisif pour la révolution ».

coercition et de moyen de chantage des capacités balistiques et de destruction massive de la Corée du Nord qui est essentielle. Pour les négociateurs japonais, les menaces de dérapage militaire et les tactiques de négociations diplomatiques visant à gagner du temps sont utilisées d'une manière complémentaire par la Corée du Sud pour obtenir un gain maximum. Dans cette hypothèse, si les risques d'un conflit armé qui ne pourrait aboutir, en raison de l'inégalité des moyens, qu'à la disparition de l'élite nord-coréenne et de ses privilèges, sont limités, les possibilités de véritables accords à long terme et de mise en place de mesures de confiance le sont tout autant puisqu'elles ôteraient à la Corée du Nord son principal moyen de pression et donc de survie⁵⁵.

On peut donc penser que la stratégie de pression, d'alternance de phases de détente et de durcissement qui a coïncidé avec l'affaiblissement de la Corée du Nord depuis l'effondrement de l'Union soviétique se poursuivra si l'on exclut le scénario d'une véritable ouverture du régime. De plus, par rapport au développement très coûteux des capacités conventionnelles pour un pays aussi peu développé et aussi pauvre que la Corée du Nord, le développement des armes de destruction massive offrent des avantages certains. Les soutiens extérieurs ne sont pas absolument indispensables, ce type d'arme est le seul moyen pour la Corée du Nord de rétablir un certain équilibre avec la Corée du Sud sans se lancer dans la modernisation, impossible aujourd'hui, de ses capacités aériennes. En cas de conflit, la menace terroriste liée à ce type d'armes permettraient de limiter l'action ou la volonté d'engagement des gouvernements impliqués et pourraient également permettre de rompre les alliances entre les Etats-Unis et leurs alliés sud-coréens et japonais menacés d'attaques chimiques ou biologiques. Enfin, dans le cas de la Corée du Nord, ce type d'armes apparaît bien comme l'arme idéal du pauvre, la seule permettant un rééquilibrage de la menace avec les moyens considérables et de plus en plus importants de la superpuissance des Etats-Unis et de ses alliés.

Tenant compte de ce constat, certains experts estiment que Washington doit durcir sa position vis-à-vis de Pyongyang, sans quoi il sera impossible de parvenir à un règlement de la crise. Dans ces conditions, l'idée d'un engagement militaire ne doit pas être exclue⁵⁶. D'autres stratèges vont plus loin, en incitant les Etats-Unis à attaquer militairement la Corée du Nord,

⁵⁵ Kim Soung Chul, Wilton Park, février 2002.

⁵⁶ Victor D. Cha, "Hawk Engagement and Preventive Defense on the Korean Peninsula", *International Security*, vol. 27, n° 1, été 2002, pp. 40-79.

considérant que toute négociation est impossible avec un régime de ce type, et que les risques de voir Pyongyang faire usage d'armes de destruction massive ne doivent pas être pris au sérieux⁵⁷. Les milieux conservateurs considèrent en effet que des armes nucléaires placées entre les mains de régimes nuisibles est la chose plus dangereuse, et par conséquent, le moyen de lutter contre la prolifération n'est pas de favoriser les organisations chargées du contrôle, mais de lutter directement contre les régimes en question. Dans ces conditions, leur recommandation sur la Corée du Nord est de continuer à adopter une attitude intransigeante, et de favoriser un changement de régime, sans accepter la moindre concession⁵⁸.

En fait, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la Corée du Nord est passée, aux yeux des conservateurs américains, du statut d'adversaire permettant de justifier des budgets de défense colossaux à celui d'ennemi à abattre. Il ne s'agit plus seulement pour les Etats-Unis de brandir la menace nord-coréenne pour justifier le maintien des bases du Pacifique ou de la mise en œuvre de nouveaux programmes militaires, mais d'éradiquer une menace considérée comme réelle même à un stade de simple potentialité. Par ailleurs, depuis le 11 septembre, les Etats-Unis, ne semblent plus vouloir tolérer des stratégies du faible au fort reposant sur le chantage ou la menace, seul atout du régime nord-coréen jusqu'alors. En réalité, depuis le 11 septembre, les règles du jeu ont changé et Washington a choisi de répondre par l'intransigeance et la menace de recours à la force à ce type de stratégie « asymétrique ». Si l'on reprend l'expression de George W. Bush, qui déclare vouloir « *préserver un équilibre des forces favorable aux libertés de l'homme* »⁵⁹, les Etats-Unis proclament très clairement leur légitimité idéologique et morale à agir sans complexe en Corée du Nord comme en Irak où – au delà de la menace posée par les armes de destruction massive – c'est la question de la nature du régime elle-même qui est posée. Il ne s'agit plus de dissuader mais à nouveau de contenir ou même de détruire la menace par une action militaire préventive rapide et décisive. Si les projets de défense antimissile constituaient déjà pour les Etats-Unis un moyen de conserver l'initiative et d'éviter de se trouver enfermé dans une logique paralysante de dissuasion mutuelle de type guerre froide – avec des Etats ou des organisations encore plus imprévisibles que l'Union soviétique des années 1970 – cette nouvelle stratégie préventive veut aller au-delà et interdire toute menace. Il s'agit également

⁵⁷ Eliot S. C. Kang, "North Korea and the US Grand Security Strategy", *Comparative Strategy*, vol. 20, n° 1, janvier-mars 2001, pp. 25-43.

⁵⁸ Lire notamment Ted G. Carpenter, *Options for Dealing with North Korea*, Washington DC, Cato Institute, 2003.

⁵⁹ Propos rapportés par le *International Herald Tribune*, 23 septembre 2002.

d'interdire toute capacité de chantage aux régimes prêts à avoir recours à ce type de stratégie et d'éviter que le terrorisme - d'Etat ou non⁶⁰ - ne devienne le « mode dominant des relations internationales ». Cette stratégie préventive est par ailleurs complétée par les orientations – ou tentations - de la nouvelle posture nucléaire des Etats-Unis qui élargit considérablement le nombre des pays susceptibles de subir une frappe préventive.

Si l'idée selon laquelle la position américaine vis-à-vis de la Corée du Nord, telle qu'elle est défendue par les milieux conservateurs, reçoit une approbation croissante de la Maison Blanche et du Congrès, les relations entre les deux Etats ne pourront que se détériorer d'avantage, et la confrontation sera, à terme, inévitable. Il semble que l'administration Bush soit actuellement paralysée entre le désir d'appliquer la formule des frappes préventives à la Corée du Nord, après l'Irak, et la nécessité d'adoucir sa position et de privilégier l'action diplomatique. Dès lors, en fonction du résultat du scrutin de novembre, la position de Washington pourrait être modifiée de façon conséquente. Si George W. Bush est réélu, il conviendra de s'interroger sur le poids des néoconservateurs au sein de sa nouvelle administration, notamment après le départ annoncé de Colin Powell⁶¹. En tout état de cause, la marge de manœuvre de l'Exécutif américain oscillera entre un durcissement de la position, et un *statu quo* permettant de ne pas s'engager dans un conflit coûteux, sans pour autant remettre en cause le principe de frappes préventives. Dans le cas d'une victoire de John Kerry, la nouvelle administration pourrait opter pour un rapprochement diplomatique, à la manière de ce que l'administration Clinton avait entrepris. Certains milieux démocrates plaident en effet en faveur d'un nouvel accord énergétique, comparable à celui de 1994, avec des garanties réciproques, compromis que les autorités nord-coréennes semblent prêtes à accepter, dans la mesure où il leur apporterait ce qu'elles cherchaient dès le début de la crise, à savoir un renforcement de l'aide extérieure⁶². Mais la marge de manœuvre du président démocrate risque d'être réduite par un Congrès qui devrait, selon les prévisions, rester à majorité républicaine (tout du moins le Sénat, les résultats concernant la Chambre des représentants

⁶⁰ Il convient de noter ici que si les mouvements conservateurs américains assimilent souvent le terrorisme international à un soutien de la part d'Etats voyous dont ils feraient l'objet, il faut relativiser le lien pouvant exister entre des groupes terroristes sans attache territoriale, et des Etats qui, en se fourvoyant dans de telles alliances, pourraient s'exposer à des frappes préventives.

⁶¹ De multiples rumeurs notamment issues de proche du Secrétaire d'Etat américain laissent entendre qu'il ne sera pas membre d'une éventuelle administration Bush II.

⁶² De nombreux experts estiment que les accords de 1994 n'étaient pas accompagnés de garanties suffisantes, et qu'il convient de les redéfinir, afin d'éviter qu'une crise de ce type se produise à nouveau dans l'avenir. Lire notamment Bruce Cumings, "North Korea : The Sequel", *Current History*, vol. 102, n° 663, avril 2003, pp. 147-151.

étant par définition plus incertains). Dans ces conditions, le *statu quo* devrait là encore être privilégié, et s'impose par conséquent comme la perspective la plus probable à moyenne échéance.

UN *STATU QUO* PROFITABLE A TOUS ?

La situation d'impasse de la crise nord-coréenne nous incite à considérer que la solution la plus enviable pour les acteurs régionaux, mais également pour Washington, serait un *statu quo*, c'est-à-dire le maintien d'une ligne de tension, mais un refus d'escalade partagé par les différents acteurs. D'un côté le régime nord-coréen resterait en place, de l'autre les voisins de l'encombrante dictature éviteraient une escalade dangereuse, et enfin Washington pourrait ne pas avoir à faire son *mea culpa* sur sa stratégie vis-à-vis des Etats voyous. Pourtant, si la plupart des acteurs pencheraient volontiers pour cette option, Washington pourrait se trouver dans une situation difficile entre la nécessité de maintenir le *statu quo* dans la péninsule, et de rester l'arbitre de toute négociation, et le besoin de se désengager progressivement dans le cadre d'un repositionnement stratégique à échelle mondiale. Dans le cas des acteurs régionaux, Pierre Rigoulot estime que « *les puissances voisines veulent bien quelques changements et un peu plus de calme. Mais elles ne tiennent pas à des bouleversements. Qui y aurait vraiment intérêt ?* »⁶³. Qui a intérêt à une réunification ? Une Corée de plus de 65 millions d'habitants, fonctionnant sur le modèle politico-économique du Sud, constitue à terme une menace que ni les Etats-Unis, ni la Chine, ni le Japon, ni la Russie ne veulent contribuer à mettre en place. De plus, ces dernières années, la révélation de la faillite totale du régime du Nord, où tout est à reconstruire, pose le coût financier d'une réunification que Séoul ne pourra seul supporter et que le Japon répugne à soutenir. Dans ce contexte régional faussement ouvert, la séparation de la Corée à hauteur du 38ème parallèle constitue bien l'*Ultima Ratio Regum*.

Certains experts estiment que, même sans la crise nord-coréenne et la guerre contre le terrorisme, la stratégie régionale des Etats-Unis en Asie du nord-est doit être repensée⁶⁴. Cette réflexion, qui prend en considération les évolutions post-Guerre froide et la nécessité pour Washington de se redéployer dans des zones à risque, au détriment de régions plus sécurisées,

⁶³ Pierre Rigoulot, *Corée du Nord, Etat voyou*, Paris, Buchet Chastel, 2003, p. 132.

⁶⁴ Lire notamment Kurt M. Campbell et Mitchell B. Reiss, "Korean Changes, Asian Challenges and the US Role", *Survival*, vol. 43, n° 1, printemps 2001, pp. 53-69.

ou dans lesquelles la présence massive de forces n'est pas jugée nécessaire, a été développée aux Etats-Unis dès le milieu des années 1990. Cependant, elle a considérablement été renforcée après les attentats du 11 septembre 2001, la campagne menée en Afghanistan et la recherche de nouveaux partenaires en Asie centrale, et plus récemment la crise irakienne et les projets de « Grand Moyen-Orient ».

Dès lors, d'avantage qu'en provenance de Pyongyang, c'est du côté de Washington que des modifications importantes des équilibres de la région sont à l'étude. Le Pentagone a confirmé le 7 juin 2004 un projet de retrait de 12.500 soldats américains stationnés en Corée du Sud d'ici la fin 2005 dans le cadre d'un repositionnement des forces américaines dans le monde. Washington maintient actuellement 37.000 soldats en Corée du Sud, dans le cadre des accords passés avec Séoul après la fin de la guerre de Corée en 1953, essentiellement en raison du fait qu'aucun traité de paix ne fut signé entre les deux Etats de la péninsule. L'information de ce retrait a provoqué des réactions d'inquiétude en Corée du Sud. Des responsables sud-coréens ont déclaré que le retrait avait été présenté comme une proposition plutôt que comme une décision finale et que Séoul préparait une contre-proposition. Dans cette optique, la Corée du sud a commencé à examiner le projet des Etats-Unis de retirer un tiers de leurs forces stationnées dans la péninsule le lendemain, soulignant que la décision restait à finaliser et que Séoul proposerait des amendements.

Dans la proposition formulée par les autorités américaines, Washington, qui a besoin de renforts pour l'Irak, a souhaité que le redéploiement s'effectue en dix-huit mois, alors que Séoul souhaite un délai plus long. Par ailleurs, les effectifs et le type de soldats qui seraient retirés doit encore être l'objet de discussions, selon le conseiller à la sécurité sud-coréen Kwon Chin-Ho : « *Le calendrier n'est rien qu'une suggestion des Etats-Unis et nous devons l'examiner et négocier* », a-t-il dit selon la presse⁶⁵, ajoutant que « *lors du processus d'examen, nous devons aussi discuter de près quels soldats américains doivent être retirés de Corée* ». Le ministre de la défense Cho Young-Kil a également qualifié le projet annoncé de « *suggestion* » sujette à modification. En effet, les autorités sud-coréennes, si elles en se montrent pas opposées au principe d'un redéploiement, et d'une réduction des effectifs militaires américains dans la région, serait favorable à ce que cela se fasse sur plusieurs années jusqu'en 2013, afin de permettre à l'armée sud-coréenne d'achever un programme de modernisation de ses forces. La Corée du nord se montre pour sa part méfiante à cette

⁶⁵ « Séoul examine le retrait américain prévu de Corée du sud », *AFP*, 8 juin 2004.

décision du pentagone, et a dénoncé l'annonce comme un complot préparatoire à des frappes préventives et à une intervention américaine, moyen supplémentaire de faire pression en menaçant de procéder à des essais nucléaires.

Aux Etats-Unis, la campagne électorale est venue renforcer le désir des dirigeants républicains de se dégager de leurs obligations stratégiques dans la péninsule coréenne, et à été l'occasion de vifs débats entre des proches des deux candidats. Devant une organisation d'anciens combattants à Cincinnati, dans l'Ohio, le président Bush a annoncé le 16 août 2004 que 70.000 soldats stationnés en Europe et en Asie seront redéployés, et pour la plupart d'entre eux rentreront au pays, estimant que la présence de forces américaines dans ces régions était un héritage de la Guerre froide, et qu'il n'était plus nécessaire de maintenir de tels effectifs⁶⁶. Il a été soutenu dans cette initiative par Donald Rumsfeld, et au passage, la côte de popularité du président-candidat auprès des anciens combattants a fait un bond spectaculaire, devançant nettement son rival John Kerry, pourtant lui-même ancien combattant du Vietnam, et désireux de se servir de ce passé pour asseoir son image. Or, près de 18 mois après le début de la campagne militaire en Irak, la majorité des électeurs américains se montrent désireux de voir les *boys* rentrer au pays, et dans ces conditions, les propos du chef de l'Exécutif, qui a noté au passage avoir reçu l'aval du Congrès dans cette initiative, apparaissent comme une sorte de compensation, le retrait progressif des troupes stationnées en Irak n'étant pas envisageable avant les élections de novembre. Réagissant immédiatement aux propos de George W. Bush, Richard Holbrooke, ancien négociateur des accords de Dayton, proche de John Kerry, et souvent cité comme un possible Secrétaire d'Etat en cas de victoire du camp démocrate le 2 novembre, a déclaré : « *comment pouvons-nous retirer des troupes de Corée du Sud alors que nous sommes engagés dans de délicates négociations avec la Corée du Nord* »⁶⁷. Les positions des deux candidats semblent donc totalement diverger sur la question coréenne, mais il convient de s'interroger sur les raisons qui pourraient pousser Washington à se désengager de la péninsule coréenne, en dehors de la nécessité conjoncturelle de renforcer les effectifs au Moyen-Orient. En fait, en maintenant le *statu quo*, les Etats-Unis restent en première ligne de toute négociation stratégique dans la région, qui risquerait de lui échapper en cas de retrait. Comme le rappelle justement Gérard

⁶⁶ « Bush veut redéployer environ 70.000 soldats « stationnés en Europe et en Asie », *AFP*, 16 août 2004.

⁶⁷ *Ibid.*

Hervouet, « *au Japon, en Corée du Sud, en Thaïlande, aux Philippines, ce système d'alliance permet le déploiement de près de 100.000 militaires américains dans l'ensemble régional* »⁶⁸.

Les changements stratégiques – voire même les hésitations – de Washington sont très mal acceptés par la population sud-coréenne, qui n'hésite plus aujourd'hui à critiquer ouvertement l'allié américain. A l'occasion de la crise irakienne, les autorités sud-coréennes ont joint la coalition conduite par Washington, et envoyé des troupes en Irak, mais les manifestations d'hostilité se sont multipliées, comme au Japon. En fait, à Tokyo comme à Séoul, on peut considérer que les dirigeants ont choisi de suivre les Etats-Unis afin de ménager Washington dans la crise coréenne, et de s'assurer le soutien de l'allié militaire. L'idée était même de porter assistance aux Etats-Unis contre l'Irak, afin que ceux-ci portent ensuite leur attention sur la péninsule coréenne. Devant ces choix, l'opinion publique s'est montrée nettement plus sceptique, estimant que les deux crises étaient indépendantes l'une de l'autre, et que le soutien à Washington en Irak ne supposait pas nécessairement que la diplomatie américaine fasse preuve de fermeté vis-à-vis de la Corée du Nord. Une certaine vague d'antiaméricanisme inédite s'est ainsi développée en Corée du Sud, dénonçant une stratégie belliciste dangereuse des autorités américaines, et un désintérêt de Washington pour la question coréenne⁶⁹.

Les autorités américaines ont compris que les perspectives d'un rapprochement entre les deux Corée, voire même d'une réunification, semblent assez compromises pour l'heure, notamment en raison des hésitations des deux capitales à ce sujet. D'un côté, Pyongyang ne souhaite pas qu'un processus de réconciliation affecte le régime, et de l'autre Séoul se refuse à accepter une reprise de dialogue qui supposerait que la Corée du Sud assume la quasi intégralité de la reconstruction de l'économie de son voisin. Si Pyongyang se résout à coopérer avec la communauté internationale, les Etats-Unis pourraient se désengager de façon plus nette encore de la région, laissant à la Corée du Sud la charge de la reconstruction. A l'inverse, la menace nord-coréenne permet aux autorités sud-coréennes de continuer à justifier une présence américaine, et le soutien diplomatique de Washington⁷⁰. Le *statu quo* permet

⁶⁸ Gérard Hervouet, *L'Asie menacée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 42.

⁶⁹ Seung-Hwan Kim, "Anti-Americanism in Korea", *Washington Quarterly*, vol. 26, n° 1, hiver 2002-2003, pp. 109-122.

⁷⁰ Markus Noland, *Avoiding the Apocalypse, the Future of the Two Koreas*, Washington DC, Institute for International Economics, 2000.

ainsi au régime stalinien de Pyongyang de continuer à exister, et à Séoul de ne pas être isolé⁷¹. Pour la première fois depuis la partition du pays en 1945, les deux chefs d'Etat coréens se sont serré la main en juin 2000 à Pyongyang, dans le cadre de la politique de rapprochement que nous avons noté précédemment. En décembre 2002, les Sud-Coréens ont rompu avec le système politique de la Guerre froide en élisant à la présidence, contre toute attente, Roh Moo-hyun, avocat au passé de défenseur des dirigeants ouvriers et des militants des droits de l'homme dans les années 1980. Le gouvernement sud-coréen issu de ce scrutin estime que la responsabilité de la crise incombe d'avantage à la stratégie américaine qu'à la menace nord-coréenne, ce qui a également pour effet de mobiliser l'opinion publique contre Washington. Les Sud-Coréens, comprenant qu'un processus de réunification, s'il est souhaitable sur le long terme pour la stabilité de la région, ne saurait être envisagé pour l'heure, considèrent que la priorité consiste à redéfinir la relation avec Washington, avant d'engager un dialogue sur des bases plus saines avec le voisin du Nord⁷².

Comprenant l'importance de Séoul dans le dialogue avec Pyongyang, des centres de recherche influents aux Etats-Unis préconisent aux autorités d'adresser des signes de sympathie à l'égard de la Corée du Sud, allié traditionnel de Washington, et partenaire indispensable au maintien de la sécurité en Asie du Nord⁷³. A terme, quel que soit le résultat des élections de novembre, il est fort probable que l'attitude de Washington consistera à réduire les effectifs militaires, compte-tenu des autres impératifs sécuritaires, notamment au Moyen-Orient, mais s'efforcera dans le même temps d'adresser des messages de soutien à Séoul, rappelant le lien qui unit les deux Etats.

S'attardant sur la position du Japon, Caroline Postel-Vinay, chercheuse au CERI, estime que « *la Corée du Nord est le voisin direct du Japon et Tokyo ne peut se permettre de laisser ce pays aller droit dans le mur. Un effondrement de la Corée du Nord coûterait trop cher à la région et serait beaucoup trop dangereux. Le Japon pense réfugiés, missiles, drogues tandis que les Etats-Unis, à quelque 4.000 km de là, n'ont pas ces considérations très terre à terre. Bush est loin d'être favorable à Pyongyang. Les tenants de la théorie de l' 'axe du mal' sont en train de prendre largement le dessus au sein de l'administration américaine,*

⁷¹ Caroline Postel-Vinay, *Corée au cœur de la nouvelle Asie*, Flammarion, 2002.

⁷² Chan Keun Lee, « Redéfinitions en Corée du Sud », *Le Monde diplomatique*, mars 2003.

⁷³ Lire notamment *Strengthening the US-ROK Alliance: A Blueprint for the 21st Century*, Center for Strategic and International Studies, 30 septembre 2003.

au détriment des défenseurs d'une ligne plus pragmatique »⁷⁴. Dans ces conditions, Tokyo privilégie le dialogue plutôt que la confrontation, qui ne pourrait que lui être nuisible. Là encore, il est intéressant de noter que, contrairement à la période de Guerre froide, pendant laquelle Tokyo calquait sa politique étrangère sur celle des Etats-Unis, le Japon s'efforce aujourd'hui de jouer un rôle de médiateur, illustré par les contacts du premier ministre Konichiro Koizumi avec les autorités nord-coréennes. De nombreux points de litige demeurent, et incitent certains japonais à prôner une attitude intransigeante vis-à-vis de Pyongyang. Le problème des otages, malgré des signes encourageants de la part de la Corée du Nord, reste ainsi un sujet particulièrement sensible au Japon. Mais malgré cela, Tokyo privilégie le dialogue, à la satisfaction de Pyongyang de voir ses exigences économiques et énergétiques avoir ainsi de meilleures chances d'aboutir. Selon l'universitaire japonais Sakurada Jun, « *le Japon doit mettre tout en œuvre pour ne pas compromettre la politique d'intimidation menée par Washington. (...) Mais le Japon devrait aussi envisager toutes sortes de mesures pour éviter d'inciter la Corée du Nord à s'autodétruire ou à sombrer dans la violence* »⁷⁵. Là se trouve toute la complexité de la diplomatie japonaise, qui consiste à ne pas froisser l'allié américain, si indispensable à la sécurité de l'archipel, tout en faisant en sorte que la crise ne dégénère pas en conflit armé.

La Russie a pour sa part proposé une solution alternative sur la question énergétique qui, pour l'heure, n'a pas reçu l'approbation des différentes parties en présence. Cette proposition consiste à installer une centrale nucléaire en territoire russe, à la frontière nord-coréenne, avec possibilité pour le régime Pyongyang de bénéficier de l'énergie produite. Selon le ministère russe de l'énergie, une construction sur le territoire russe aurait l'avantage « *de ne pas disséminer une technologie nucléaire de pointe sur le territoire d'un pays étranger* » et permettrait à la région extrême-orientale russe de bénéficier de l'installation. En tout état de cause, la proposition russe, si elle était suivie d'effets, permettrait de maintenir la situation actuelle sur les questions énergétiques, l'un des éléments au cœur de la crise nord-coréenne.

Le *statu quo*, s'il semble faire la quasi unanimité des acteurs en présence, a cependant ses limites. Comme l'explique Philippe Pons, « *l'intransigeance prônée par Washington*

⁷⁴ Caroline Postel-Vinay, interrogée par Sébastien Seibt, « Un billard à plusieurs bandes », *Libération*, 29 juillet 2002.

⁷⁵ Sakurada Jun, « Inciter Pyongyang à mieux se comporter », *Cahiers du Japon*, n° 96, été 2003, pp. 16-17.

*n'étant pas entière, elle mène à une impasse : le blocage des négociations sur le nucléaire se traduit par un gel des relations extérieures qui perpétue un statu quo synonyme d'une détérioration des conditions de vie »⁷⁶. D'une certaine manière, il convient de s'interroger sur ce que ce *statu quo* ne soit pas un report de la crise, avec à la prochaine échéance des exigences encore plus grande de Pyongyang, et un risque encore plus important d'éclatement régional.*

CONCLUSION

Les relations Washington-Pyongyang sont un parfait exemple de la confrontation entre une stratégie dissymétrique, défendue par les Etats-Unis, et les capacités asymétriques de la Corée du Nord. Avec le discours sur l'axe du mal, le président Bush mettait en avant les capacités offensives des Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre les Etats proliférants, et préconisait une attitude privilégiant la force, et l'intransigeance. Face à cela, la Corée du Nord profite de ses faiblesses, qu'elles soient économiques ou humanitaires, pour faire pression, et met en avant des capacités militaires totalement disproportionnées, et à certains égards douteuses.

L'objectif de Pyongyang depuis un demi-siècle est de négocier directement avec les Etats-Unis en passant par-dessus les puissances régionales, et plus particulièrement la Corée du Sud. Dans ce pays en ruine, où 25% de la population survit grâce à l'aide du Programme alimentaire mondial, « *la seule industrie qui survit est celle du chantage* »⁷⁷. En menaçant de déstabiliser la région avec ses bombes atomiques et ses missiles balistiques, armes dont la production est interdite par les traités de non-prolifération, Pyongyang espère forcer les Etats-Unis à signer un traité de paix et de non-agression. Les Etats-Unis ont toujours refusé un tel accord, arguant que la sécurité dans la péninsule relevait de négociations directes entre les deux Corée ou de négociations multilatérales avec les pays voisins.

L'attitude de Washington vis-à-vis de Pyongyang, qualifiée d'« intransigeance non assumée », est coupable dans la dégradation des relations entre les deux capitales. En fait, la plus grande erreur de George W. Bush n'était pas de considérer la Corée du Nord comme un

⁷⁶ Philippe Pons, « L'Europe doit-elle ignorer la Corée du Nord ? », *Le Monde*, 9 avril 2004.

⁷⁷ Cité par Bruno Birolli, « Corée du Nord : Si le chantage continue... », *Le nouvel observateur*, n° 2017, 3 juillet 2003.

adversaire, ni même comme un membre de l'axe du mal, le régime de Pyongyang étant incontestablement le plus hostile à Washington. C'est en refusant d'admettre que la Corée du Nord ne pouvait être traitée de la même manière que l'Irak, ou même l'Iran, que le président américain a commis une erreur qui peut être considérée comme à l'origine de la crise actuelle⁷⁸.

Le sentiment de vulnérabilité au niveau conventionnel de Pyongyang, nourri notamment par les piètres performances de la « flotte » nord-coréenne lors des incidents qui l'ont opposé à la marine sud-coréenne en juin 2001 puis en juin 2002, s'est trouvé encore renforcé par l'inscription de la Corée du Nord sur la liste de l'axe du mal défini par le président Bush ; par l'accent mis sur la guerre contre le terrorisme et ses possibles alliés ; par le fait qu'aujourd'hui pour les Etats-Unis le caractère possible de certaines coopérations dans le domaine de la fourniture de moyens de destructions massifs l'emporte sur l'examen des probabilités. Ces craintes sont également renforcées par les théories de l'action préventive, véritable doctrine de défense défendue par les néoconservateurs, qui s'applique aux Etats proliférants, et aux régimes menaçants, dont Pyongyang fait partie.

Le directeur de l'AIEA, Mohamed El Baradei, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, s'est exprimé sur la capacité nucléaire de la Corée du Nord : « *Je suis extrêmement inquiet de l'évolution en Corée du Nord. Je ne serais en aucun point surpris d'apprendre que Pyongyang dispose maintenant d'une bombe atomique pouvant être utilisée* »⁷⁹. La menace nucléaire nord-coréenne est prise au sérieux au plus haut niveau, et ne saurait par conséquent pas être ignorée. Cependant, aucune preuve ne permet pour l'heure d'affirmer que la Corée du Nord dispose effectivement de l'arme nucléaire, et l'idée d'un « grand bluff » aux motivations stratégiques évidentes ne doit pas être négligée.

Jouant avec le feu, alternant les discours fermes et les tentatives d rapprochement, la Corée du Nord s'assure la survie de son régime, tout en obtenant gain de cause dans ses différentes exigences, faisant preuve ainsi d'une étonnante rationalité. Toutefois, dans une certaine mesure, les stratégies funambules de Pyongyang pourraient s'avérer contre-productive, et placent le régime nord-coréen dans une situation d'« escalade de la menace »

⁷⁸ Pierre Rigoulot, « Corée du Nord : la prochaine cible ? », *Politique internationale*, n° 99, printemps 2003, pp. 201-216.

⁷⁹ *Der Spiegel*, 24 janvier 2004.

qui pourrait devenir incontrôlable. En effet, tant que le régime de Kim Jong-Il se maintiendra au pouvoir, il sera difficile, voire impossible, d'espérer une amélioration définitive des relations diplomatiques, à la manière du « virage » de la Libye, et du retour du régime du colonel Kadhafi dans le concert international. La Libye était certes considérée par Washington comme un adversaire, mais n'a cependant jamais figuré sur l'axe du mal. A l'inverse, le régime nord-coréen est considéré de façon radicale comme une menace, et le souhait des autorités américaines est de le renverser, à plus ou moins brève échéance.

Pourtant, sous la pression de ses alliés dans la région, Washington sait que la disparition du régime nord-coréen pourrait s'avérer extrêmement dangereuse pour la sécurité, et dans ces conditions n'a pas intérêt à précipiter les événements. C'est donc un certain pragmatisme de Washington, accentué par les incertitudes concernant les capacités nucléaires de Pyongyang, qui plaident en faveur d'un *statu quo* dont bénéficient tous les acteurs de la crise.